

La revue catholique des idées et des faits

UT SINI UNUM!

vendredi 8 août 1924

Sommaire :

Discours de clôture

du Congrès liturgique

Cardinal Mercier

La dictature

Comte R. de Briey

Les rêveries et l'actualité

Comte D. Olsoufieff

Économie nouvelle

et réorganisation corporative

Fernand Deschamps

“ Le Braconnier „

Omer Englebert

Sur la finance internationale

Georges Valois

Les idées et les faits : Chronique des idées : Le Congrès liturgique, J. Schyrgens. —
Irlande. — Italie. — Allemagne.

La Semaine

❧ Dix ans après le crime, six après la victoire du droit, on négocie toujours pour obtenir justice et pour rétablir la Paix !... Les Allemands sont à Londres. Sans doute après quelque résistance signeront-ils un accord tout à leur avantage. Ah ! s'ils voulaient sincèrement la paix, nous nous rejouirions d'un relèvement économique, facteur important de la prospérité générale. Mais la politique dominera toujours les hommes vivant en société, et la politique pratiquée à Londres — consciemment ou non — risque de compromettre définitivement une victoire chèrement acquise.

Qu'eût-il donc fallu faire ? nous écrit-on. Il eût fallu, à Versailles, rendre impossible l'unité allemande. Il eût fallu pratiquer une intelligente politique rhénane, bavaroise et autrichienne. Il eût fallu déjouer politiquement les manœuvres de la finance internationale. Pour tout cela il eût fallu des hommes

d'État de grande envergure. Une Europe qui se déchristianise de plus en plus les méritait-elle ?

❧ Congrès liturgique à Malines. La liturgie, c'est l'adoration, la louange, l'action de grâces, la demande de pardon et de grâces nouvelles de l'humanité à Dieu par Jésus-Christ.

Puisse le mouvement liturgique, c'est-à-dire une Église rendant à Dieu un culte plus authentique et donc plus agréable obtenir à la pauvre Europe et au monde une paix dans l'ordre dont nous sommes si éloignés encore.

❧ Famine en Russie. L'estomac finit toujours par payer les erreurs du cerveau. Le Bolchevisme méconnaît la nature humaine. Il ne peut pas ne pas conduire à la faim, à la maladie, à la guerre et à la mort.

Bruxelles : 81, rue de l'Abbaye.

(Tél. : 451,70 ; Compte chèque-postal : 48.916)

CHOCOLAT

D
U
C

CHOCOLAT



DU C ANVERS

LA

GRANDE

MARQUE

BELGE

Action catholique

79, Chaussée de Haecht, 79, Bruxelles

*Se recommande spécialement pour l'édition de tout ouvrage
Religieux, Philosophique, Scientifique, etc.*

PARQUETERIE

DE LUXE ET ORDINAIRE

SYSTÈMES HYDROFUGES

sur Carreaux spéciaux et sur Béton

PARQUETS MASSIFS sur Gitages

Téléph. : 32194

PARQUETS TAPIS

USINE A VAPEUR

BUREAUX et ATELIERS : 9, Rue Saint-Hubert, 9
Rond Point de l'Avenue de Tervuren (Cinquantenaire)

Appareil à Galène
de Poche
en vente dans les principaux magasins de la ville
GROS :
46, Rue des Riches Claires
BRUXELLES

DEPOSE
POCKET
radio
BREVETE

G. VERAART ● ● ● ●

● ● ● ● DÉCORATION

:- PEINTURE DE BATIMENTS :-

25, PLACE VAN MEYEL ETTERBEEK
BRUXELLES

ENTREPRISE GÉNÉRALE ◆ ◆ ◆ ◆
◆ ◆ ◆ DE DÉCORATION INTÉRIEURE

LIBRAIRIE SAINT-LUC
MON LIELENS

R. VAN ESPEN-DUFLLOT SUCC.
26; rue de la Montagne, 26; BRUXELLES

MISSALE ROMANUM — BREVIARIUM ROMANUM
LIVRES LITURGIQUES — ASCETISME
Grand choix de livres de prières et de chapelets
IMAGERIE RELIGIEUSE — CACHETS DE 1^{re} COMMUNION
Typographie - Lithographie - Reliures

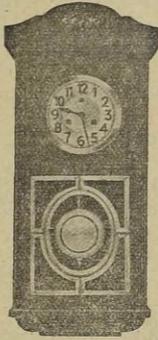
CARRELAGES

J. SWARTENBROECKX
6, Avenue de la Porte de Hal, 6
BRUXELLES

REVETEMENTS

Téléphone B 15911

Horlogerie Centrale
MAISON FONDÉE EN 1894
3, rue de Flandre, BRUXELLES
♦♦♦
MONTRES, PENDULES EN MARBRE
: : ET CUIVRE, RÉVEILS : :
Grand choix de régulateurs
à carillon « Westminster »
Atelier spécial pour réparations.
Travail soigné et garanti.



Banque de l'Arrondissement d'Anvers

SOCIÉTÉ ANONYME
SIÈGE SOCIAL : Longue rue Neuve, 107-111, ANVERS
Succursale : Rue Théophile Roucourt, 2, Berchem-lez-Anvers
Comptes chèques. — Ouvertures de crédit. — Comptes à terme.
— Comptes de quinzaine. — Caisse d'épargne. — Location de
coffres-forts, etc., etc.

LE GLOBE. A. DE STAERCKE, 3, Avenue Louise, Bruxelles

VOYAGES DE NOCES, PARTICULIERS ET POUR GROUPES. — Organisation à forfait de 1^{er} ordre
: : AUTOS ET AUTOS CARS-SALONS : :
— CARROSSERIE UNIQUE —
pour mariages — cérémonies — excursions ||
HOTELS A LOURDES. — Retenez-les en nos
bureaux aux tarifs même des hôtels par le
GLOBE TICKET HOTEL : : : : :

A LA
VIERGE NOIRE
Bruxelles

Coin des rues Ste-Catherine et de la Vierge Noire

CHOIX INCOMPARABLE
DE

Vêtements pour Hommes et Enfants

COUPE IRREPROCHABLE

PRIX MODÉRÉS

Rayon spécial de Vêtements sur mesure

VÊTEMENTS DE TRAVAIL, COLLÈGES, PENSIONS,
ADMINISTRATIONS
LIVRÉES

Succursales à ANVERS, TOURNAI et CHARLEROI

Grand Cremant
du Château des Cheminières

Médailles d'Or, Grands Prix, etc. aux Expositions

Provenant des cépages sélectionnés des meilleurs crus
de Champagne cultivés dans le vignoble des Cheminières

Nouveau Prix-Courant
par suite de la baisse des Prix

La bouteille champenoise de 80 centilitres :
12 Bouteilles . . fr. fr. 82,75 rendu Jeumont
24 Demi-Bouteilles fr. fr. 98,60 » »
Caisse d'essai - 4 Bouteilles fr. fr. 27,75 » »
emballage compris.

(Demi-doux, demi-sec, Dry et Brut)

Seuls les simples droits de régie (0,14 fr. par bouteille), les frais de
port, de douane, taxe de transmission belge sont à la charge du client.

S'adresser à M. Félix DOCHAIN, 245, Chaussée de Gilly,
à Couillet (Belgique);
soit à M. DOCHAIN-DEFER, Élysée Building, 56, Rue du
Faubourg St-Honoré, Paris;
ou 4, Rue d'Aguesseau, Paris.

DAMES DE MARIE

Chaussée de Haecht, 66-76, Bruxelles

Humanités Gréco-Latines

ÉCOLE NORMALE MOYENNE ARCHIEPISCOPALE
pour la formation de Régentes. — Diplôme légal
Les inscriptions se prennent à l'École normale moyenne
avant le 15 août. — Pour les cours préparatoires
jusque fin septembre.

INTERNAT ET EXTERNAT

QUI
S'HABILLE BIEN

S'HABILLE CHEZ

Franc. Vanderlinden

17, rue des Cultes, 17

:-: BRUXELLES :-:

LE PORTE PLUME A RESERVOIR

"SWAN"

INDISPENSABLE A CELUI
QUI ÉCRIT FRÉQUEMMENT

CHAQUE "SWAN" EST GARANTI
EN VENTE PARTOUT

Fabricants : MABIE TODD & Co Ltd (Belgium) Société Anonyme
8-10, rue Neuve, Bruxelles



COMPTOIR
D'OPTIQUE



FONDÉE
EN 1885

MAISON BLAISE

FONDÉE
EN 1885

46 RUE DE LA PAIX 46
IXELLES-BRUXELLES 46

JUMELLES, BAROMÈTRES, LORNETTES EN OR, ARGENT ET ÉCAILLE
INSTRUMENTS DE PRÉCISION

Outillage perfectionné pour le montage des Verres

LUNETTERIE FRANÇAISE ET AMÉRICAINE

EXÉCUTION RAPIDE ET SOIGNÉE DES ORDONNANCES DE MM. LES OCULISTES

MÊME MAISON EN FACE AU 49

HORLOGERIE — BIJOUTERIE — ORFÈVRERIE

Brasserie Léopold

Société Anonyme



LÉOPOLD



Rue Vautier-Bruxelles



302,69 & 302,75



Brapold, Bruxelles



Bruxelles, Q.-L.



17117.

Nos déclarations au fisc des matières premières employées

1913	████████████████████	760.115 kilogs
1914/18	■ Période de guerre, affaires quasi nulles, pas de fournitures aux boches.	
1919	████████████████████	371.750 kilogs
1920	████████████████████	767.025 kilogs
1921	████████████████████	1.109.450 kilogs
1922	████████████████████	1.635.930 kilogs
1923	████████████████████	2.226.030 kilogs

Chiffres éloquents } dus à nos Bières de } Qualité fine
Accroissement considérable } Forte densité

MALTS FINS HOUBLONS FINS

Toute cette augmentation est due à une très forte demande de :

NOS BIÈRES FINES

LIBERATOR LEOPOLD

(Munich) Densité 6°2

STOUT LEOPOLD

Densité 7°5

BOCK LEOPOLD

(Pâle) Densité 5°2

La concurrence par la qualité

Discours de clôture du Congrès liturgique

Vos travaux touchent à leur fin.

Pendant quatre jours, je les ai suivis en esprit, avec un intérêt constant ; j'en ai recueilli les échos, j'en ai béni Dieu, l'Auteur premier de tout bien ; à l'heure où vous allez vous séparer, ce m'est une consolation de pouvoir vous apporter l'expression de ma gratitude pour la tâche que vous avez fournie, et de vous dire les vœux que je forme pour la réalisation de vos espérances.

* * *

Il me semble que deux impressions surtout se dégagent de vos assemblées et doivent marquer l'orientation que l'Église attend de votre piété à l'heure présente.

La première de ces impressions ne date pas chez vous d'aujourd'hui ; vous la portez tous surnaturellement gravée dans l'âme depuis le jour de votre baptême ; le prêtre en a reçu la confirmation en même temps que le sacrement de l'Ordre lui imprimait le caractère de son sacerdoce. Cette impression, le Congrès vous l'a rendue vivante : Au centre du monde civilisé, au cœur de l'histoire de chacune de nos vies, au foyer le plus intime de notre existence, se dresse un autel ; sur cet autel un Dieu fait homme s'immole pour le salut du monde ; la vocation de l'humanité, à n'importe quel âge des siècles, est d'être incorporée au divin Agneau pour être avec Lui offerte à la gloire de la très sainte Trinité, afin qu'elle s'offre elle-même, en union avec Lui et par Lui, aux intentions rédemptrices de Notre Seigneur Jésus-Christ.

Cette pensée ne devrait jamais nous quitter ; elle devrait être l'étoile polaire fixe qui éclaire, dirige, soulève toute âme chrétienne : Vers elle devraient finalement se porter toutes nos prédications, nos œuvres, nos vœux, nos espérances.

Pourquoi le Christ a-t-il fondé son Église ?

Il s'est choisi des apôtres auxquels Il a conféré le sacerdoce et le pouvoir de perpétuer le ministère sacerdotal ; le sacerdoce est institué en vue de la célébration du saint Sacrifice de la Messe, continuation, rénovation sur nos autels du saint Sacrifice du Calvaire ; le baptême des fidèles est la condition et le moyen d'accès à l'autel du sacrifice ; toute l'œuvre du Christ aboutit donc au foyer central où le Cœur sacré de Notre Seigneur Jésus-Christ, agissant par l'organe de ses ministres, s'offre, en son humanité sainte et en son corps mystique, au Père éternel pour la rédemption du genre humain et pour la glorification de l'amour de la très sainte Trinité.

Aussi, mes bien chers confrères dans le sacerdoce, avons-nous tous une résolution à prendre, une seule aujourd'hui, et toujours la même parce que toutes les autres découleront de celle-là et nous y ramèneront : nous prendrons la résolution de célébrer plus saintement que nous ne l'avons jamais fait, le très saint Sacrifice de la Messe.

Et quand vous serez de retour dans vos paroisses, vous vous remettrez, avec un zèle jeune, à toutes vos œuvres paroissiales. Mais il sera entendu que vous n'aurez de cesse dans vos prédications, c'est-à-dire, dans vos catéchismes, vos conférences, vos prêches, que le jour où tous vos paroissiens pratiquants auront l'intelligence, l'estime, le culte de la très sainte Messe ; que vous n'aurez de cesse dans votre action extérieure, que le jour où tous les efforts d'apostolat qui se déploient sur votre paroisse auront pour objectif suprême la Messe, la Messe paroissiale du Dimanche et la concentration de tous les membres de la famille autour de l'autel où sacrifie pour eux,

« pro populo », le père de leurs âmes, leur curé, coopérateur de l'ordre épiscopal, lequel est divinement établi par le Christ pour la réalisation plénière de son œuvre rédemptrice.

* * *

La Messe, sa célébration, la participation active de tous aux Saints Mystères, telle est la première idée qui se dégage de vos assises liturgiques et doit orienter l'action que vous êtes venus demander à vos entretiens confraternels.

Il y en a une seconde, me paraît-il, corollaire de la précédente, et sur laquelle je crois utile d'appuyer.

Nous savons tous que la prière est un devoir.

Nous prions, certes, et plusieurs fois le jour ; nous faisons prier. Nous prions oralement et mentalement. Nous avons nos prières privées et nous avons le saint Office que nous récitons ou que nous chantons au service des intérêts généraux de l'Église ; nous nous évertuons à prier, avec une religion attentive et généreuse, « pie, attente ac devote », en union avec les intentions de Notre divin Sauveur.

Non seulement, nous prions nous-mêmes, mais un des thèmes les plus ordinaires, le plus fréquent, peut-être, de nos exhortations au peuple fidèle, c'est la loi et la pratique de la prière. On ne conçoit pas une vie chrétienne intense, qui ne soit une vie pieuse, et la piété se reconnaît à l'assiduité et à la perfection de la prière.

Pendant, me trompé-je en disant que la prière n'a ni dans notre estime personnelle, ni dans notre prédication, *la place* qui lui revient ?

La prière n'est-elle pas souvent, très souvent envisagée comme un des secours mis par la divine Providence à notre disposition dans l'œuvre de notre salut ?

Pratiquement, nous nous mettons à une œuvre, par exemple, à la création d'une école, à l'érection d'un patronage, d'un cercle ouvrier ou d'un cercle d'études dans notre organisation paroissiale : nous évaluons les dépenses, nous débattons les difficultés de l'entreprise, nous supputons les concours sur lesquels nous croyons pouvoir compter, et alors — je souligne l'adverbe de temps *et alors* — nous nous rendons compte que ça n'ira « pas tout seul », que nos moyens humains pourraient bien se trouver trop courts par quelque côté ; d'où nous concluons qu'il sera prudent, sage, de prier, de faire prier.

C'est de la *place* de la prière dans la supputation des valeurs que je désirerais vous parler.

Vous avez eu une pensée de zèle : Une école, un patronage, un cercle de jeunesse a suscité votre initiative et vous vous êtes dit : Oui, j'y travaillerai, je prévois mes moyens et prendrai mes mesures ; puis, pour ne pas me trouver un jour dans le cas du bâtisseur imprévoyant dont parle l'Évangile, qui a commencé mais n'a pas su finir, « qui coepit aedificare et non potuit consummare », je demanderai au bon Dieu de ne pas m'abandonner, j'aurai recours à la prière.

La prière apparaît ainsi comme un *appoint*, appoint indispensable, sans doute, dont on n'a jamais eu la témérité de vouloir se passer, mais auquel, cependant, on n'a reconnu, en fait, que la valeur et l'efficacité d'un complément, d'un surajouté.

Or, là gît l'erreur fondamentale.

Tout ce qui est irréprochablement bon, tout don qui est parfait, « Omne datum optimum, et omne donum perfectum » vient d'en

haut, dit l'apôtre saint Jacques ; est l'œuvre du Père des lumières, « desursum est, descendens a Patre luminum » (1).

Donc, tout ce qui ne descend pas de la source lumineuse du Père éternel, tout ce qui ne prend pas son principe dans les hauteurs des cieux n'est pas irréprochablement bon, n'est pas parfait, n'est pas un « datum optimum », un « donum perfectum », sur quoi se repose sans restriction la complaisance divine.

L'œuvre qui part de vous peut avoir du bon, elle a du bon, et les déficiences qui l'entachent, il plaira peut-être à la miséricorde du Seigneur de les réparer ou d'y suppléer en réponse à votre prière tardive.

Mais, enfin, faute d'avoir fait, dès l'abord et jusqu'au bout, œuvre divine, il vous manquera toujours la sécurité parfaite, la confiance absolue du succès.

Nous ne sommes que des créatures, Dieu est Notre Créateur. Nous ne sommes que des causes secondes, Dieu est la Cause première. Nos œuvres ne sont que des moyens, Dieu seul est la fin à laquelle doit s'adapter et se subordonner tout l'effort des énergies humaines.

La loi essentielle de l'activité créée est donc que « toute demande, toute entreprise parte de Dieu, se poursuive selon Dieu, s'accomplisse par Dieu », « ut cuncta nostra oratio et operatio a Te, Domine, semper incipiat et per Te coepta finiatur ».

Une œuvre qui est notre œuvre, d'inspiration personnelle, tentée et réalisée par nous, avec l'aide de la grâce que nous sollicitons en cours de route, peut réussir ; dans une certaine mesure, si nous tenons bon, elle réussira ; mais en de pareilles démarches, que de pas perdus, selon le mot de saint Augustin, « magni passus, sed extra viam », que de fatigues stériles, que de périls, d'échecs et de découragement !

Oh ! mes bien chers Frères, que de fois, en pratique, nous oublions dans le détail de la vie, la doctrine formulée en dogme par le concile de Trente : « Fides est humanae salutis initium, fundamentum et radix omnis justificationis », « Dans l'œuvre du salut le point de départ, il n'y en a qu'un, c'est la Foi ; dans l'ordre de la justice chrétienne, c'est-à-dire, de la sainteté surnaturelle, la seule qui importe, la seule qui compte, le fondement, il n'y en a qu'un, la racine, il n'y en a qu'une, c'est la Foi » (2).

Avez-vous la foi ? Avons-nous la foi ?

Oui, de façon habituelle, à l'état d'« habitus », assurément nous l'avons, Dieu merci.

Mais, actuellement, à chacun de nos actes, pour chacune de nos démarches, la possédons-nous vivante, agissante ?

« Le juste vit de sa foi », dit et répète l'apôtre saint Paul dans sa Lettre aux Romains : « Justus ex fide vivit » (3).

Quand le Christ se disposait à accomplir un miracle, il y mettait le plus souvent une condition, une seule, la foi. « Croyez-vous ? » demandait-il, et, sur une réponse affirmative, sa miséricorde s'épanchait, sa toute-puissance débordait.

« Tout est à votre disposition, à votre portée, disait-il, pourvu que vous ayez la foi », « Omnia possibilia sunt credenti » (4). Le Christ ne dit pas : « Aliqua, plura possibilia sunt », Il ne dit pas « multa », Il dit « omnia », tout, absolument tout.

* * *

Le monde où nous travaillons est mauvais, très mauvais. Les puissances infernales sont déchainées ; nous redescendons, semble-t-il, vers les abîmes et le cloaque du paganisme.

Qu'est-ce qui nous sauvera ? La foi.

Pouvons-nous être sauvés ; pouvons-nous, nous, prêtres, évêques, Pontife de Rome, en ce vingtième siècle, dans le désarroi où se débattaient les peuples, être les sauveurs du monde ?

Mais oui, nous le pouvons.

Le monde n'est pas plus mauvais qu'à l'époque de corruption, de volupté et d'orgueil, de décadence morale et religieuse, où les premiers apôtres furent lancés par le Christ à la conquête de la société.

Nous-mêmes tombons d'accord qu'il n'est pas plus mauvais qu' alors, puisque le péril extrême qui se dresse devant nos imaginations effarées serait le retour à ce paganisme brutal d'où le Christ est sorti vainqueur.

Les mêmes causes produisent les mêmes effets.

Le bras du Tout-Puissant n'est pas raccourci.

L'amour du Christ admettant le disciple bien-aimé à se reposer sur sa poitrine à la dernière Cène, est le même amour qui, à Paray-le-Monial, jaillissait de l'Hostie-Sainte, embrasait le cœur de Marguerite-Marie, brûlait de rayonner sur le monde.

Du mot recueilli par saint Luc : « Ignem veni mittere in terram, et quid volo nisi ut accendatur » (1), à celui que nous a transmis la confidente de Paray : « Voi : i ce Cœur qui a tant aimé les hommes et qui en est si peu aimé », il n'y a pas de solution de continuité.

Ayons une foi à transporter les montagnes, et nous transporterons les montagnes. Que notre foi soit pénétrée d'amour, chaude d'amour, « fides quae per charitatem operatur », et il nous sera loisible de répéter le mot de saint Paul : « Nous croyons tout », et ne doutons de rien ; « nous espérons tout », et ne reculons devant rien ; « nous endurons tout », et ne fléchissons pour rien. « Charitas omnia credit, omnia sperat, omnia sustinet » (2).

Mes bien chers Confrères dans le sacerdoce, mes bien chers Frères, je parle pour moi-même autant que pour vous, pour moi avant de parler pour vous, car c'est le langage de la foi surnaturelle, chrétienne et catholique que je vous tiens. Nous sentons peser lourdement sur nous, à l'heure présente, le poids de nos responsabilités. Ce que les financiers et les hommes d'État cherchent dans le monde économique et politique, nous le cherchons dans le domaine moral et religieux : il nous faut reconquérir l'ordre, rasseoir la stabilité, relever les mœurs, redresser les consciences, regagner les âmes, bref, ramener le monde à l'Évangile et au Christ : comment y réussirons-nous ?

Les facteurs du succès sont multiples, compliqués les rouages qu'il faut actionner pour ébranler et faire fonctionner la machine ; nombreux sont les auxiliaires dont l'aide nous est indispensable ; mais le facteur primordial du succès, le point d'appui faute duquel nos efforts seraient vains et notre labeur stérile, il ne faut pas le chercher au loin, ni le réclamer d'autrui, il est au dedans de nous, chez nous, en nous, c'est notre foi au Christ et à son amour : « Haec est victoria quae vincit mundum, fides nostra ».

Chers Confrères, mes Frères, Mesdames, de cette atmosphère de religion où vos âmes se sont retrempees pendant quelques jours, vous repartirez : *décidés* à ne jamais perdre de vue le divin Amour poussé pour nous jusqu'à l'immolation sacerdotale du Christ : « Almi membra corporis, amor sacerdos immolat » (3) ; *décidés* à ne voir en nos œuvres que l'œuvre de Dieu, au service de laquelle nous nous livrons, avec foi et charité, comme de simples instruments, « Ut cuncta nostra oratio et operatio a Te semper incipiat, Domine, et per Te coepta finiatur ». A cette double condition, l'apostolat du vingtième siècle se révélera le prolongement de celui des temps apostoliques, et saint Jean, le Voyant de l'Apocalypse, redira devant le trône de l'Agneau la devise triomphale qu'il nous a enseignée : « Tout ce qui émane de Dieu est plus fort que le monde ; et ce qui triomphe du monde, c'est notre foi » ; « Omne quod natum est ex Deo vincit mundum, et haec est victoria quae vincit mundum, fides nostra » (4).

† D. J. Card. MERCIER, Arch. de Malines.

(1) Luc., XII, 49.

(2) I Cor., XIII, 7.

(3) Hymnus « Ad regias Agni dapes ». Tempore Paschali.

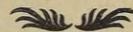
(4) 1^{re} Joan., V, 4.

(1) Jac., I, 17.

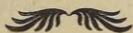
(2) Conc. Trid. Sessio VI, Cap. VIII.

(3) Rom., I, 17.

(4) Marc. IX, 22.



Prière à nos lecteurs de lire l'annonce de notre page 22 et de nous envoyer sans tarder leur souscription éventuelle, nos abonnés seront les premiers servis.



La Dictature (1)

La théorie de la dictature a été exposée par un savant allemand, W. Ostwald, dans son ouvrage sur l'Énergétique (2). — D'après lui, toute civilisation va vers l'utilisation de plus en plus grande des énergies brutes contenues dans le Monde, mais comme leur quantité est limitée, il faut leur appliquer un coefficient de transformation aussi avantageux que possible, en modifiant l'Impératif catégorique de Kant : « Agis de façon à transformer avec le meilleur rendement, les énergies brutes en énergies supérieures ».

La Société serait donc une immense machine soumise à un agent supérieur de direction. Dans l'évolution sociale, il y aurait deux stades : le premier serait la division et la spécialisation des fonctions et des organes; le second serait la coordination de ces efforts isolés pour le développement de l'organisme tout entier.

Précisant ces données dans une interview accordée pendant la guerre à des journaux suédois (3), Ostwald exposait qu'en face de la Russie, demeurée à la période de la horde, de la France et de l'Angleterre, encore sous le régime individualiste, l'Allemagne seule représentait le progrès parce que, chez elle seulement, l'organisation politique, tirant le maximum de travail utile de chaque citoyen, assurait la convergence harmonique et permanente de toutes les forces vives de la Nation vers un même but.

Le régime allemand se résume en trois mots qui nous font également horreur : autocratie, irresponsabilité, centralisation. — Mais sous peine d'être injuste et de nous priver de leçons nécessaires pour combattre nos ennemis mêmes, en face de ces trois termes, nous devons en placer trois autres : autorité, continuité, compétence.

Nulle part, cette discipline ne s'est affirmée avec plus de force que dans le domaine de la production.

D'après le professeur Schmoller, la situation réciproque de la France et de l'Allemagne sur le terrain économique pouvait, à la veille de la guerre, se résumer de la façon suivante :

La fortune allemande avait passé de 200 milliards de marks en 1895 à plus de 300 milliards de marks en 1913, sans compter les 20 milliards de marks placés à l'étranger. La fortune française était sensiblement égale, mais alors que le revenu de ce capital représentait en France 25 milliards, il dépassait en Allemagne 50 milliards. Ainsi donc, une somme de mille francs en des mains françaises, rapportait 70 frs, alors qu'en Allemagne elle rapportait 140 frs.

L'exemple de l'agriculture est peut-être plus frappant encore : la superficie des terres cultivables qui est, en France, de 367.000 km. carrés, n'est en Allemagne, à cause des surfaces boisées plus étendues, que de 350.000 km. carrés. Malgré cette disproportion, la production agricole de l'Allemagne est notablement supérieure à celle de la France. C'est ainsi que pour le sucre — industrie d'origine toute française — la France a produit en 1912, 260.000 tonnes et l'Allemagne 2.750.000 t.

On s'est plaint souvent, et à juste titre, de l'envahissement économique de la Belgique par l'Allemagne, mais il est bien plus frappant encore de constater la situation de nos nationaux dans les affaires dont, par leurs capitaux, ils auraient dû être les maîtres.

Il y avait avant la guerre, environ un demi-milliard de capitaux étrangers investis dans les affaires italiennes ; il se présentait dans l'ordre suivant :

Capital belge	182 millions
Capital français	148 millions
Capital anglais	46 millions
Capital allemand	28 millions

Ces chiffres sont irrécusables ; ils sont cités par Fr. Nitti dans son ouvrage *Il capitale straniero in Italia* (1).

C'est que tandis que le capital belge, français, anglais, combattait en ordre dispersé, les capitaux allemands, tous groupés sans la main puissante de la Banque Darmstadter et de sa filiale, la Banca Commerciale Italiana, s'étaient assurés avec des capitaux minimes, une part prépondérante dans la direction des affaires italiennes.

Sur les 130 millions de capital-actions de la Banca Commerciale Italiana, les Austro-Allemands en 1914, n'en possédaient pas 4, ce qui n'empêche que toute la direction de la banque était allemande, grâce à la discipline des actionnaires allemands (2).

A quoi faut-il attribuer cette situation et cet essor unique dans l'histoire du monde ? Est-ce uniquement à la faculté d'organisation des individus ? N'est-ce pas plutôt à un régime politique qui, excluant l'insécurité et l'instabilité gouvernementales inhérentes au régime parlementaire, assure d'une façon constante, la communauté et la continuité des efforts ? C'est l'avis de M. Victor Cambon (3).

Cette situation a vivement frappé les Anglais comme les Français et, en pleine guerre, un écrivain anglais connu n'a pas craint de publier une lettre d'un professeur allemand qui doit retenir l'attention :

« Notre système est-il aussi réactionnaire et mécanique que vous vous l'imaginez ? Est-ce une réaction, ou est-ce un progrès, à une époque qui a enseigné comme leçon spéciale pour les affaires ordinaires de la vie, les avantages d'une organisation méticuleuse, de longues vues et d'efforts combinés, guidés par une solide autorité centrale, de s'efforcer d'appliquer les mêmes principes à la plus grande, la plus complexe et à l'infiniment plus importante affaire de toutes, celle du Gouvernement lui-même ?

» Une nation qui refuse, au nom de la liberté, de se soumettre à ces contrôles, peut-elle espérer survivre si elle est en compétition avec un autre pays qui a été assez sage pour

(1) Bari, 1915, *Accademia di scienze morali*, 28 février 1915.

(2) Capital-Actions de la Banca Commerciale Italiana :

Austro-Allemands.	Italiens	Suisses	Français	Années
29.711	6.814	6.315		1895
11.366	48.397			1898
7.411	195.544	64.097	42.932	1914

(3) *Les derniers progrès de l'Allemagne*, p. 215. Paris, Roger. « La supériorité de l'Allemagne dans son évolution économique, est de mener de front, avec une égale sollicitude, tous les progrès qui peuvent contribuer à son développement : science, productivité, commerce, administration s'harmonisent avec un ensemble où l'on ne perçoit aucune lacune, aucune dissonance. »

(1) Extrait d'un ouvrage qui paraîtra prochainement sous le titre : *L'Épreuve du feu, méditations sur les enseignements de la guerre.*

(2) *Une théorie allemande de la Culture*. W. Ostwald et sa philosophie, par VICTOR DELBOS, Pages actuelles, n° 80, Bloud et Gay, Paris.

(3) Cette interview a été reproduite dans le *Temps*, n° du 26 novembre 1914.

préférer de peu loquaces experts à des amateurs verbeux, plus qu'une filature pourrait éviter la banqueroute si elle était établie sur un système de partis ?...

» Les officiers de l'armée allemande forment une caste, si vous aimez cette expression. Mais dans chaque forme de gouvernement sous le soleil en dehors de quelque petit despotisme oriental, la prédominance d'une certaine caste ou la compétition entre différentes castes, est absolument essentielle à la bonne marche de la machine publique...

» Est-il certain que la caste des juristes et la caste des financiers ne soient pas plus nocives pour l'État, sinon même beaucoup plus dangereuses pour la paix ? Une contrée est-elle plus en sécurité, plus heureuse et prospère sous un régime de caste de bavards, de hâbleurs cajolant les masses avec ces mensonges que là où des fonctionnaires, de compétence et d'expérience éprouvées, sont responsables de la bonne marche des affaires de l'État, aidés dans cette haute mission par une opinion militaire modérée ?

» Les Allemands l'emportent sur les Anglais et les Américains par la connaissance d'eux-mêmes ; car ils se rendent compte qu'il y a beaucoup de choses relevant du Gouvernement qui ne peuvent se discuter dans les journaux ni dans le public, pas plus que le plan d'une grande affaire ne peut être livré à l'avance à tous les compétiteurs...

» Ce système, fondé sur la raison et l'expérience des conditions modernes et soutenu par l'inébranlable confiance d'un grand peuple, vous êtes tenté de le condamner comme tyrannique et réactionnaire. Mais la démocratie peut-elle lui résister : démocratie irrésolue, jalouse, envieuse, timide, changeante, versatile, sans directive ni but clairs, dans un âge de clarté, guidée seulement par un instinct hésitant et confus ?

» A conditions égales, est-il concevable qu'un chaos indiscipliné puisse prévaloir contre l'empire des Hohenzollern ? (1)

* * *

Si l'Empire allemand s'est écroulé sur les injonctions du Président Wilson, la République Impériale — c'est son titre officiel — subsiste.

Sous la Constitution de Weimar, le Reich est plus centralisé qu'il ne l'a été jamais et au-dessus de son Président, se trouve un Dictateur militaire, le Général von Seckt, armé des pleins pouvoirs.

Français et Belges feront bien de ne point perdre de vue les leçons qui se dégagent de la lettre du Freiherr von Henenkirchen...

En dehors de l'Allemagne, deux faits d'une importance capitale se sont produits, depuis l'armistice, dans le domaine politique : l'instauration d'un pouvoir dictatorial en Italie et en Espagne.

Nous manquons d'éléments suffisants pour juger de l'œuvre accomplie par le Général Primo de Rivera en Espagne. Par contre, en Italie, des résultats tangibles sont déjà apparents.

Nous n'avons point à raconter ici ce qu'était au lendemain de la guerre, la situation de l'Italie livrée au bolchévisme maître des usines et virtuellement du Parlement dans lequel les socialistes détenaient le tiers des mandats. L'État était littéralement menacé de liquéfaction.

Devant cette carence des pouvoirs publics, un groupe d'an-

ciens combattants se forme décidé à opposer la force à la violence. Peu nombreux au début, ils sont 400.000 au bout de quelques mois et il suffit qu'ils affirment leur puissance en la déployant dans les rues de Rome, pour que le Gouvernement parlementaire s'évanouisse et leur cède la place. Grâce à la clairvoyance du Souverain, voici Benito Mussolini, le modeste instituteur d'un village romagnol, l'ancien proscrit de Suisse, le directeur de la socialiste *Avanti*, président du Conseil des Ministres ; le voici à Montecitorio. Jamais Parlement n'entendit discours aussi sévère que celui prononcé par Mussolini le 16 novembre 1922.

« L'acte que je pose aujourd'hui est un acte de courtoisie pour lequel vous ne me devez aucune gratitude... Avec 300.000 jeunes gens armés, décidés à tout et soumis presque mystiquement à mes ordres, je pouvais châtier tous ceux qui ont diffamé et couvert de boue, le fascisme. Je pouvais faire de cette salle, sombre et grise, un bivouac pour mes manipules. Je pouvais abattre le Parlement et constituer un gouvernement exclusivement fasciste. Je le pouvais, mais tout au moins, pour le début, je ne l'ai pas voulu. J'ai formé un Gouvernement de coalition, non dans le but d'avoir une majorité, dont je puis me passer, mais pour unir autour de la Patrie râlant, tous ceux qui veulent la sauver. Je demande les pleins pouvoirs parce que j'accepte les pleines responsabilités. — Que personne ne s'illusionne sur la brièveté de notre passage au pouvoir. Nous nous sommes proposés de donner une discipline à la Nation et nous la lui donnerons. Que Dieu m'aide à conduire à bonne fin ma lourde tâche ! »

Deux années se sont écoulées depuis que ces paroles ont été prononcées. Veut-on mesurer le chemin parcouru ?

Le nombre de fonctionnaires a été réduit de 32.117, soit une économie de 297 millions. Le déficit a été ramené de 4 milliards en 1922 à 3.029 en 1924, soit une réduction de près d'un milliard en moins de deux ans ; la dette contractée pour les mêmes exercices et les précédents a été en même temps ramenée de 13 milliards à 3 milliards 287 millions (1).

Voilà pour le point de vue matériel. Dans le domaine social, l'œuvre du « duce » est fondamentale. A côté du problème agraire vital pour l'Italie et du problème industriel dans lesquels le fascisme tend à créer un régime d'association entre les deux facteurs de la production, le rapport au Roi sur le projet de Décret abolissant l'impôt successoral dans la famille, restera comme un monument offert à la méditation des économistes et des historiens. — La Révolution française a bâti la société politique sur l'individu, Mussolini entend en édifier une nouvelle sur la famille.

Il le déclare très nettement :

« Le fascisme est essentiellement basé sur le respect de la famille, cellule élémentaire et base de l'organisme social.

» Le fascisme, gardien jaloux de la continuité historique de la Nation, ne veut pas d'un système financier qui amène le citoyen à ne connaître que sa propre vie individuelle, à n'épargner que pour soi-même, à préférer une rente viagère à une assurance en faveur de ses enfants, à consommer plutôt qu'à épargner. Un pareil système ne peut que nuire à la formation du capital, c'est-à-dire à la puissance de production de la Nation » (1).

Fortes paroles que Mussolini a accentuées encore dans d'autres déclarations :

(1) Extrait d'une lettre du Freiherr von Henenkirchen en date du 1 avril 1915 à M. F. S. Oliver, publiée dans l'ouvrage de ce dernier : *Ordeal by Battle*, Chap. 5, p. 66.

(1) Ces chiffres ont été cités par M. de Stefani, Ministre des Finances, dans un discours prononcé à Milan le 30 mars 1924.

(1) Voir *Gazzetta Ufficiale*, Décret du 20 août 1923, n° 1802.

« Nous ambitionnons de voir chacun de nos compatriotes se considérer comme le fidéicommiss des générations qui l'ont précédé et s'acharner, à son tour, aux œuvres de tenace patience et de persévérance résolue. — Comment en serait-il ainsi si les idées, les mœurs, les institutions sont individualistes et entraînent l'homme à se croire éphémère, chétif bipède placé entre des prédécesseurs qui ne lui légèrent rien et des successeurs auxquels il ne légua rien non plus, rien de sa pensée, rien de son travail, rien de ce qui fut sa personnalité et de ce qui résulta de ses industries. »

Dans le domaine politique, Mussolini n'a pas encore jeté les bases de l'édifice nouveau que l'on attend de lui et qui lui permettra de se survivre à lui-même ; mais, à différentes occasions, il a annoncé l'intention, tout en maintenant à Rome une centralisation politique absolue, de créer une série de parlements corporatifs élus par les corps de métiers.

Nous n'avons point à nous occuper ici du domaine diplomatique dans lequel Mussolini vise à rendre à l'Italie, la situation de premier plan à laquelle a droit une nation qui comptera dans vingt ans cinquante millions d'habitants.

Mais comment ne point rappeler qu'au point de vue religieux, le dictateur a rétabli le crucifix dans les écoles et les tribunaux et exigé la reconnaissance officielle du culte catholique par les autorités publiques ? Il disait un jour, à un interlocuteur belge : « L'Empire Romain servait une civilisation imposante, sans doute, mais que le paganisme viciait en son essence, La Nouvelle Italie, elle, est prosélyte et championne du Catholicisme, la plus sublime des religions » (1).

Quand, après deux années de Gouvernement, un homme a cet actif, on conçoit l'immense prestige dont il est entouré dans son pays et la facilité avec laquelle ses concitoyens ont renoncé aux fallacieuses prérogatives parlementaires. Aux rares Italiens qui pleurent la liberté opprimée par le nouveau régime, un vétéran des luttes politiques, M. Salandra, demandait récemment (2) : « Croyez-vous sincèrement, que les Italiens jouissent maintenant d'une liberté moindre que celle qu'ils avaient aux temps des grèves obligatoires, des services publics suspendus, du despotisme des lois, des terres envahies, des usines occupées, des maisons sans sécurité ? — On manquait alors des libertés élémentaires que les peuples désirent et apprécient beaucoup plus que la faculté illimitée de tenir des réunions, de sortir en cortèges, de faire une propagande révolutionnaire et athée jusque dans les administrations publiques et les écoles payées par l'État, beaucoup plus même que le droit de vote par lequel les démocraties donnent aux peuples l'illusion de gouverner. L'élément essentiel de l'État, c'est l'autorité et non la liberté » (3).

Comte RENAUD DE BRIEY.



La Revue catholique des idées et des faits,
ne paraîtra pas le 15 août.



Les Rêveries et l'actualité

Un prince russe anarchiste

Désirant connaître la doctrine de l'anarchisme, je lus un beau jour une brochure, œuvre d'un professeur allemand. L'auteur y parlait des cinq ou six anarchistes les plus connus. Trois étaient Russes : Bakounine, Tolstoï, Kropotkine. Pareil pourcentage me frappa. Je fus frappé aussi par ce fait que les trois représentants de l'anarchisme russe étaient de la même couche sociale et à peu près de la même génération. En effet, Bakounine, comme Tolstoï, comme Kropotkine, appartenaient à la vieille noblesse et avaient achevé leur éducation sous le règne de Nicolas I. Il est clair que ni comme talent, ni comme influence, ces trois hommes ne se peuvent comparer. Mais il leur reste des traits communs en dehors de leur origine et de leur éducation : tous trois furent des ennemis irréconciliables de l'« étatisme » ; tous trois étaient idéalistes ; tous trois opposaient au nationalisme l'idéal supranational, celui de l'unité « pan-humaine ». Un ermite disait autrefois : « Ma patrie est là où je puis bien prier ». Eux aussi eussent pu dire que leur patrie était là où leurs pensées et leurs sentiments pouvaient trouver un écho parmi les hommes.

De Michel Bakounine, cet extrémiste parmi les extrémistes, les révolutionnaires eux-mêmes disaient qu'il n'était bon que pour le premier jour de la révolution : le deuxième jour déjà il fallait le pendre (1).

Il était très doué, très cultivé, et ses aspirations étaient nettement humanitaires. Sa silhouette doit être familière au grand public : il servit de modèle, dit-on, au Rouchine de Tourguéneff ; or qui n'a lu le *Rouchine* ? Je n'ai pas connu Michel Bakounine ; j'ai en revanche fréquenté son frère Paul et j'ai beaucoup entendu parler de toute cette famille. Il m'est du reste souvent arrivé de me trouver tout près de la propriété des Bakounine, dans la province de Tver.

J'ai bien connu Tolstoï, nos deux familles étant très liées. J'avais grande envie de faire la connaissance de Kropotkine et j'en eus l'occasion lorsque, dans l'été de 1916, la délégation parlementaire russe (2) eut visité l'Angleterre.

* * *

Cet été-là, la vieille Russie impériale resplendissait d'un dernier reflet de gloire. Les victoires de nos armées en Galicie (3) avaient un immense retentissement. Ces événements sont encore bien frais dans ma mémoire. Que de changements tragiques depuis ! De cent à deux cents révolutionnaires russes habitaient en ce temps-là à l'étranger, sans pouvoir rentrer en Russie. Aujourd'hui, nous, les émigrés, sommes trois millions à errer à travers le monde, alors que les révolutionnaires règnent au Kremlin de Moscou.

C'est en Russie qu'a fini Kropotkine, misérable prisonnier d'une Russie « libérée » : souffrant de la faim, dans le froid, dans les ténèbres. Les bolchéviks refusaient tout à Kropotkine. A force de ne pas manger, le vieillard tomba malade du scorbut. Des amis lui fabriquaient en commun des chaussures chaudes à l'aide de morceaux de flanelle. Son dernier ouvrage, Pierre Kropotkine dut l'achever à la hâte d'une *louchina* (4). Quel contraste avec son existence d'émigré à Brighton, où je fis sa connaissance ! Tout ce qui était russe était populaire à l'époque, et en Angleterre le nom de Kropotkine était très connu et respecté.

* * *

Il est intéressant de se rappeler comment les pays alliés recevaient en 1916 la délégation des membres de la Douma et du Conseil de

(1) La vérité parle quelquefois par la bouche des révolutionnaires. Aux conservateurs à les devancer d'un ou de deux jours dans des cas analogues... (N. du Trad.)

(2) Dont le comte Olsoufieff faisait partie, comme membre du Conseil de l'Empire. (N. du Trad.)

(3) Plus exactement : du Pripet à la frontière roumaine (offensive Broussilow). (N. du Trad.)

(4) Système d'éclairage très primitif en usage chez les paysans russes. (N. du Trad.)

l'Empire russes (1) ; le contraste entre l'heureux passé et les misères du présent n'en sera que mieux mis en relief. Troupes et escadres étaient passées en revue en leur honneur, comme cela se fait pour des chefs d'Etat. Aux sons du *Bojé tsaria khvani* (2), joué par les orchestres de bord, les dreadnoughts géants défilaient lentement devant nous, alors que les équipages étaient alignés sur le pont. Puis venaient d'innombrables réceptions, de pompeux banquets, de brillantes soirées dans les Parlements, chez le Président de la République française, chez les Rois. En ce temps-là on portait la Russie aux nues, on adulait les Russes. Je me souviens d'Asquith qualifiant Sazonov de « votre ministre génial ». Mais tout cela c'est le passé. Aujourd'hui, huit ans plus tard, l'accès des pays alliés est interdit à beaucoup de ces hommes politiques russes qui étaient naguère les hôtes des Parlements et des Rois. D'anciens ministres s'estiment heureux d'obtenir un visa anglais ou français et de pouvoir mener en France ou en Angleterre une existence modeste, ignorés du public.

Et nous voici arrivés aujourd'hui au moment où ces mêmes rois, ces mêmes présidents serrent la main aux bandits qui ont assujéti la Russie, qui y ont mis à mort près de deux millions d'hommes — les meilleurs peut-être. Et leurs ministres expriment au Parlement l'opinion — opinion que leur auditoire accueille par des éclats de rire — que les Etats civilisés peuvent fort bien être en termes d'amitié avec des anthropophages, s'ils y trouvent des avantages sérieux. Pendant ce temps la Russie, ce Sphinx immense comme l'appelaient Tourguéneff, git dans la poussière, pareille à un cadavre dont d'odieuses hyènes (la troisième internationale) se disputent les lambeaux. Et les chacals du capitalisme occidental se joignent à ces hyènes : les événements de ces derniers mois l'attestent.

* * *

Ainsi donc, en ce temps-là, Kropotkine habitait à une lieue et demie de Londres, à Brighton, au bord de la mer.

Représentez-vous une ville d'eaux, dans le genre de Nice : beau quai, beaux hôtels, un public élégant ; le tout portant cette empreinte d'un confort luxueux propre à tout ce qui est anglais. C'est dans cette ville, qui compte plus de cent mille habitants, qu'habitait le Prince Piotr-Alexéévitch Kropotkine. Il avait élu domicile dans une des rues centrales, à quelque distance de la mer. Si je ne me souviens plus des détails, je puis cependant décrire d'une façon générale son habitation. Figurez-vous une petite maison à deux étages, avec, devant, un jardinet avec fleurs et sentiers. De trois à quatre chambres à chaque étage : chambres claires et confortables ; pas de luxe, mais de l'élégance.

En Angleterre, une maison de cette espèce est toujours habitée par une famille seulement ; c'est une manifestation de l'individualisme national, de l'attachement des Anglais au foyer familial, aussi confortable qu'intangible. C'est tout le contraire du communisme. Une modeste famille de travailleurs occupait donc à elle seule une maison entière avec jardin, au centre d'une riche cité. J'en fus étonné. Aussi mon entretien avec Kropotkine commença-t-il par des questions comme celles-ci : Qui est le propriétaire de la maison ? Que coûte le loyer ? Et il me parut que Kropotkine était content de voir que j'admirais son domicile ; qu'il était plus encore de pouvoir m'expliquer que la maison avait été bâtie par un simple ouvrier à l'aide de ses économies ; que beaucoup d'ouvriers anglais sont propriétaires ; que le loyer annuel ne s'élève qu'à quelques dizaines de livres. Kropotkine avait été prévenu de ma visite et me reçut cordialement. La gêne du début disparut bientôt. La conversation roula sur la guerre, sur l'Angleterre pour laquelle mon interlocuteur professait une véritable vénération, sur l'Allemagne militariste qu'il exécrait, sur les chefs étrangers du terrorisme révolutionnaire russe. Kropotkine connaissait de près certains d'entre eux, sans jamais avoir pris part (il insista là-dessus) à leur activité terroriste. Je l'interrogeai avec curiosité sur les principaux membres du comité révolutionnaire central, en particulier sur Azef (3).

Ce dernier thème lui déplaisait évidemment ; pourtant j'y revins

(1) A la tête de cette délégation se trouvait Protopopov, alors vice-président de la Douma, plus tard le dernier ministre de l'Intérieur sous l'Empire ; fusillé en 1918. (N. du Trad.)

(2) Hymne national russe sous l'Empire. (N. du Trad.)

(3) Personnage extraordinaire qui durant des années joua un double jeu, prenant part aux attentats terroristes d'une part, dénonçant les révolutionnaires à la police impériale, de l'autre. Démasqué (1909), il disparut sans retour. (N. du Trad.)

avec insistance. Piotr-Alexéévitch me dit ne l'avoir rencontré qu'une fois ou deux. Dès la première rencontre, l'apparence seule d'Azef lui fit une impression répugnante ; Azef lui parut également très antipathique au point de vue moral et dès le début lui inspira de la répulsion et de la méfiance.

Nous étions quatre à nous entretenir : la femme du Prince Kropotkine, Sofia-Grigorievna, arrivée avec moi de Londres pour me faire faire la connaissance de son mari, et une dame russe amie de la famille. Piotr-Alexéévitch aimait parler, sans pose aucune du reste, et prêtait l'attention due aux opinions de son interlocuteur : trait qu'on rencontre rarement chez mes compatriotes. Lors de notre première rencontre, et ultérieurement, je me sentis particulièrement attiré par sa *goodnaturedness* et sa tolérance : on y sentait la mentalité d'un homme cultivé, ayant reçu une éducation « européenne ». Nous appartenions à des camps politiques bien différents (1) ; jamais pourtant je ne sentis vibrer chez le Prince Kropotkine aucune note agressive, aucune irritation, et ce, tout le temps que durèrent nos entretiens.

Craignant de manquer le train, c'est avec un bien sincère regret que je dus mettre fin à un entretien qui avait duré une heure et demie, entretien plein d'intérêt et qui s'était écoulé de façon à peine perceptible. Piotr-Alexéévitch prit congé très cordialement, me priant de revenir.

Dans le train je tâchai de rassembler mes souvenirs. Je revoyais un petit vieux à mouvements rapides. Son visage, qu'une barbe blanche encadrait, avait un air juvénile. Il avait des yeux vifs et bienveillants protégés par des lunettes, une voix agréable et douce. Il s'exprimait avec une certaine volubilité. Son accueil était fort aimable. Je me remémorais sa petite maison si bien ordonnée et me disais, non sans étonnement : le voilà donc, cet ami des communistes de Paris, le fameux révolutionnaire condamné naguère à quelques années d'emprisonnement — et cela, dans la France républicaine !

A se baser sur la renommée qui entourait Kropotkine, on pouvait s'attendre à voir un vautour ; or je venais de contempler une colombe. Je n'en revenais pas. Aujourd'hui encore, que de choses énigmatiques pour moi dans la destinée de cet homme ! Je me dis parfois que tout le radicalisme supposé de ce « roi » de l'anarchisme international n'était peut-être après tout qu'un simple malentendu, analogue aux vêtements du roi (2) dans le conte bien connu d'Andersen.

A propos de Kropotkine, je me souviens d'un épisode de jeunesse. Bien des années auparavant, j'avais assisté à Paris à une conférence de Louise Michel. Ce qui me frappa tout d'abord, ce fut l'auditoire ; assistait à la conférence de la fameuse anarchiste, un public fort « bourgeois », avec adjonction d'éléments du *high life*. Tout ce monde était évidemment venu, comme moi, pour contempler la fameuse pétroleuse. Mon étonnement ne fit que grandir lorsque je vis paraître à la tribune une petite vieille vêtue de noir et affligée d'une voix monotone et faible, dont l'intonation rappelait celle avec laquelle des nonnes lisent en Russie les psaumes au chevet d'un mort. Et cette brave petite vieille disait dans sa conférence des choses effroyables. Le monde contemporain, affirmait-elle, c'est le mal intégral. Il doit périr comme ont péri Sodome et Gomorrhe. Après une destruction complète et à travers des mers de sang, nous parviendrons enfin au bonheur de toute l'humanité, etc., etc. La conférence avait un caractère passablement ennuyeux. Mais ce qui était particulièrement frappant, c'était ce contraste entre la cruauté terrifiante de ce que la conférencière énonçait et la douceur de la dite conférencière. Contraste qui, par son ironie, réconciliait l'auditoire avec Louise Michel. La pétroleuse française rappelait la vieille dévote qui jetait du bois sur le bûcher de Jean Hus. D'elle aussi l'envie vous prenait de dire : *O sancta simplicitas !*

En ce temps-là, le bûcher de la révolution future n'effrayait que bien peu. Un public correct et rassasié des biens de ce monde échangea avec retenue quelques plaisanteries sur le compte de Louise Michel, l'applaudit lorsqu'elle eut fini de parler, puis se retira d'excellente humeur.

* * *

Deux ans s'étaient passés depuis ma première rencontre avec le

(1) Le Comte Olsoufiéw, chambellan de la Cour impériale, représentait au Conseil de l'Empire le monarchisme libéral. Il y combattait vivement, par exemple, le projet de loi hostile à l'autonomie finlandaise. (N. du Trad.)

(2) Lequel, on s'en souvient, n'en avait guère, se promenant dans l'accoutrement d'Adam... première manière. (N. du Trad.)

Prince Kropotkine. Années à jamais mémorables dans l'histoire de la Russie. Une monarchie vieille de plusieurs siècles s'était effondrée. Il n'y avait plus de Tsar.

Une république fédérative, socialiste et soviétique avait pris la place de la Russie impériale. Après quarante ans d'exil Kropotkine était rentré dans sa patrie, plein d'espérances. Ne pouvait-il pas dire son *Nunc dimittis* ?...

L'été de 1918 venait de commencer. Dans les palais du Kremlin, à l'ombre des coupoles dorées des cathédrales, tout à côté des tombeaux des saints Alexis, Philippe, Hermogène, ces édificateurs spirituels de la terre russe, voici que se sont installés Lénine et ses acolytes : les Bronstein, les Nakhamkès, les Sverdloff (1). L'entrée du Kremlin est interdite, les portes en sont fermées. Des soldats armés d'aspect terrifiant les gardent : des Lettons pour la plupart. Dans les rues on rencontre encore des soldats chinois et allemands : l'état-major du comte Mirbach (2) est toujours à Moscou.

Les griffes du bolchévisme sont apparentes, mais il n'a pas encore donné toute sa mesure. Des filets de sang coulent déjà, les fleuves vont suivre, Perquisitions et arrestations partout. La nuit, dans le centre de la ville, des salves : ce sont les contre-révolutionnaires qu'on fusille. La moitié des boutiques sont fermées. Les vivres sont chers, les fiacres rares. Le mouvement des tramways est irrégulier ; mais les rues sont encore pleines, la majorité des citadins allant à pied. Pourtant on voit circuler en autos des jeunes gens de type spécial. Ils ont l'air insolent et sont surchargés de revolvers : ce sont les « commissaires ». La nuit, les rues sont obscures et désertes. Par-ci par-là on entend des patrouilles tirer des coups de fusil. Les commissaires continuent à passer en coup de vent, infatigables, semant la terreur parmi les habitants. Ceux-ci, barricadés dans leurs logis, tremblent d'effroi à l'idée des perquisitions et des arrestations. Une auto passe ; ne va-t-elle pas stopper devant leur porte ?... Mais non, la voilà loin. Dieu merci ! Tous ceux qui le peuvent s'échappent de Moscou. On se procure des visas au consulat d'« Ukraine », on tâche de filer sur Kiev ou Kharkow, sous l'aile protectrice de l'Hetman (3).

Telle était l'existence à Moscou dans l'été de 1918, lorsque, pour la seconde fois, je visitai Kropotkine. Il habitait au boulevard Novinsky, tout près de la maison où il était né soixante-huit ans auparavant, installé dans une famille appartenant à la vieille noblesse moscovite. Je le trouvais moins alerte et moins fringant qu'à Brighton. Je lui découvris un état d'âme confus et désemparé. Son attitude à l'égard du bolchévisme était toute négative. Plein d'indignation, il ne voulait rien avoir à faire avec ses *leaders*. Il manquait d'argent et avait grande envie de quitter la capitale. Bientôt l'occasion s'offrit pour lui de se transporter dans la petite ville de Dmitrow, à 70 kilomètres de Moscou. C'est là que j'habitai tout près de lui pendant un mois. Je lui rendais visite tous les jours et nous nous promenions dans les environs.

Dmitrow est un vieux bourg d'apparence patriarcale ; il a quatre mille habitants, n'est pas dénué d'un certain pittoresque et parle au cœur d'un Russe. Une moitié du bourg, tantôt pleine de poussière, tantôt pleine de boue — selon la saison de l'année ! — avec une seule rue pavée, un bazar et des boutiques, est située dans une large vallée où coule la Yakhroma. C'est la partie commerçante du bourg : les petits bourgeois et petits marchands y habitent. L'autre moitié s'étend sur la pente d'une colline. On n'y voit que petits groupes d'arbres, potagers, jardins avec de petites maisons au milieu, qu'entourent de longs murs en bois. C'est là qu'habite l'*intelligentsia* : employés de l'Etat, instituteurs, prêtres, petits propriétaires fonciers de la classe noble.

Le prince Kropotkine s'installa dans une de ces petites maisons, qui avait appartenu au défunt maréchal de noblesse (4). Un groupe de boulevards y abritait une maisonnette en bois, d'aspect élégant à six pièces. Les fenêtres en étaient spacieuses et les meubles bien rembourrés. A côté de la maison, l'étable, l'écurie et une autre petite maison où logeaient les serviteurs. Naguère il faisait bon et chaud

chez le « maréchal » et on y faisait bonne chère. Même dans l'été de 1918, l'existence y était encore supportable. Les vivres étaient devenus, il est vrai, hors de prix, mais on avait vaches et poules. L'aéroport bolchéviste de l'endroit avait une tenue relativement modeste. On pillait bien quelque peu les boutiquiers en leur imposant des contributions en argent et en nature ; on boutait parfois celui-ci ou celui-là hors de son appartement pour s'y installer ; à l'un on prenait son cheval, à l'autre son équipage ; un troisième était flanqué en prison, puis relâché au bout de peu de temps. Mais, Dieu merci, dans ce temps-là on ne fusillait personne à Dmitrow.

Parmi les principaux *leaders* du comité bolchéviste il y avait un jeune matelot, fils du valet de chambre d'un riche propriétaire foncier de l'arrondissement de Dmitrow. Il n'avait pu achever ses études dans aucun établissement d'instruction et était un propre-rien ; avec cela un tat, un Don Juan et par-dessus le marché un violoniste de talent. Un autre *leader* valait beaucoup moins que celui-ci : voyageur de commerce au service de je ne sais quelle maison allemande, il débitait aux réunions publiques des discours furibonds contre la bourgeoisie locale. Autour de ces deux individus gravitaient quelques jeunes paysans et ouvriers « conscients ».

Toute cette compagnie était profondément ignorante. Elle finit pourtant par apprendre que Kropotkine était une célébrité révolutionnaire. L'amour-propre provincial fut flatté de le voir installé à Dmitrow. Le comité décida de lui faire une réception solennelle et envoya à sa rencontre une auto et une députation.

Kropotkine, irrité, refusa net de recevoir la députation et en général d'entrer en rapports quelconques avec le comité bolchéviste. Voilà les circonstances matérielles et politiques qui signalèrent le commencement du séjour de Kropotkine à Dmitrow.

Habitué au travail, il tâcha de mener là aussi une vie régulière : il avait des heures fixes pour le travail comme pour le repos. Lorsque sa santé et le temps le lui permettaient, il faisait des promenades à pied dans les bois et les prés qui entouraient la ville. Il m'arriva souvent de l'accompagner et je me souviens avec plaisir de ces heures et de cesentretiens. Kropotkine me donna à lire ses *Souvenirs d'un révolutionnaire*, et à cette occasion nos entretiens roulaient plutôt sur les réminiscences d'un passé lointain que sur les terribles événements de ce temps-là.

Il existe à Dmitrow, au milieu de la ville, un rempart de forteresse, se rattachant vraisemblablement aux guerres avec la Pologne au XVII^e siècle. Un beau soir d'été nous nous hissâmes sur ce rempart, d'où la vue s'étend sur la pittoresque petite ville. C'est là que Kropotkine me narra avec animation comment, jeune homme, il avait servi en Sibérie comme officier, comment il y avait procédé à des recherches géographiques ayant trait aux chaînes de montagnes asiatiques. Je note ce détail, parce que peu de Russes savent que Kropotkine était un géographe émérite et que ses recherches sur les chaînes de montagnes sibériennes lui avaient valu une honorable célébrité en Europe. Lorsque je l'écoutais s'étendre sur ses travaux et voyages scientifiques, il me semblait que la nature l'avait prédisposé à la science plutôt qu'à la politique. Esprit vif, pondéré et discipliné, la mentalité comme l'apparence de Kropotkine rappelaient l'homme de science — non le tribun démagogue.

Ses entretiens étaient intéressants et variés. Je dois dire pourtant qu'ils manquaient de couleur. Assez ternes, ils ne se gravaient pas nettement dans la mémoire. Je doute que, devenu vieux, Kropotkine soit resté dans son for intérieur fidèle à ses convictions d'autrefois. En tous cas, un interlocuteur ordinaire ne pouvait en aucune façon deviner qu'il causait avec un anarchiste...

Naguère apôtre de la révolution mondiale, Kropotkine évitait de me parler de la Révolution russe. On sentait que ce thème lui était devenu pénible, que ses rêves d'antan ne correspondaient pas à la réalité.

Il avait fui la Russie tout jeune encore, dans les années soixante-dix. Je remarquai plus d'une fois qu'il trouvait du plaisir à évoquer le mouvement révolutionnaire de cette époque et son incarcération dans la forteresse Pierre-et-Paul. D'autre part, il ne pouvait évidemment ne pas comprendre que tout ce passé était jeu d'enfant comparé à la tragédie d'aujourd'hui ; que pour ceux qui étaient témoins de la Révolution russe, les épisodes révolutionnaires d'autrefois n'étaient qu'une tempête dans un verre d'eau ; que ceux qui ont connu par expérience le régime de la Tchêka » restent indifférents aux souffrances de celui qui a été incarcéré pendant quelques mois dans une forteresse, tout comme un soldat qui a pris part à la grande guerre n'écouterait que d'une oreille distraite le récit de quelque expédition au Turkestan sous l'empereur Alexandre II.

(1) Bronstein = Trotsky ; Nakhamkès = Stekloff, un journaliste officieux. Sverdloff est connu pour avoir organisé le massacre de la famille impériale. (N. du Trad.)

(2) Ambassadeur d'Allemagne à Moscou ; périt assassiné en 1918. (N. du Trad.)

(3) Général Skoropadsky (avril-décembre 1918). (N. du Trad.)

(4) Représentant élu de la noblesse de l'arrondissement ou de la province. Inutile d'ajouter qu'ils ne rappelaient en rien les Pétain ni les Foch. (La traduction reçue de leur titre russe est du reste déféctueuse). (N. du Trad.)

Quant à la Russie de nos jours, Kropotkine s'intéressait au système fédératif et écrivit en ce temps-là un article sur cette question. Je tâchai de le questionner sur les nouveaux maîtres de la Russie, les chefs du bolchévisme, mais lui qui les connaissait bien n'avait évidemment aucune velléité de s'attarder sur ce thème, et se borna à cette attestation brève mais combien significative : « Ce sont des hommes absolument amoraux ».

Ce n'est qu'aujourd'hui, après sept ans de régime bolchéviste, que nous sommes à même d'apprécier toute la vérité en même temps que toute l'horreur de pareille définition.

Avant de clore ces souvenirs, j'essaierai de les résumer. Anarchisme et Kropotkine me parurent être deux contraires, deux opposés, comme le feu et l'eau — quelque paradoxal que cela paraisse. Il était évidemment un anarchiste *sui generis* : le théoricien, l'idéologue de l'anarchisme. Pour comprendre le véritable anarchisme russe, celui de l'actualité russe, il nous faut nous rappeler les « héros » des *Bas-fonds* de Maxime Gorki. Je crois que c'est ce dernier écrivain que nous devons reconnaître comme le vrai apôtre de l'anarchisme moral et politique et comme son propagateur en Russie.

A comparer Kropotkine à Gorki, je dirai que le portrait de ce dernier doit être peint par Maliavine ou par Bonnat ; pour Kropotkine il nous faut le pinceau fin et léger d'un Kramskoi, d'un Makovsky, d'un Bouguereau. Si l'image de Gorki est pour ainsi dire en fer de fonte, celle de Kropotkine semble être en cire. Dans la personnalité de celui-ci, nonobstant son anarchisme, rien de vulgaire, de « mal léché », de grossier. Tout au contraire, chez lui rien que ces nuances légères propres à la culture de l'ancienne noblesse russe telle que nous la connaissons tous par Tolstoï et Tourguéneff.

Habitué aux conditions de la vie anglaise, mais se retrouvant au milieu de la Russie révolutionnaire, sanguinaire et cruelle, Kropotkine tout naturellement s'en détournait et dans ses relations personnelles se sentait plutôt attiré par l'ancienne société aristocratique, plus exactement, par ceux qui avaient survécu à la bourrasque révolutionnaire.

A Dmitrov, Kropotkine menait une vie de reclus. Parmi ses visiteurs je ne me souviens que de deux ou trois de mes amis, venus de Moscou pour me rendre visite. *Les siens* l'avaient délaissé ; il avait rompu avec eux. Il m'est arrivé de lire dans les journaux que durant les derniers mois de son existence, Kropotkine avait voulu quitter la Russie, mais que les bolchéviks ne l'avaient pas laissé partir. Prisonnier des bolchéviks, ceux-ci n'ouvrirent les bras que pour presser sur leur cœur Kropotkine mort.

* * *

A lire la description de ses funérailles, on sentait un frisson vous passer dans le dos. Toutes les célébrités sanguinaires du bolchévisme s'étaient rassemblées pour rendre les derniers honneurs à sa dépouille. Quant aux organisateurs, c'étaient des anarchistes de Moscou, non plus des idéologues de l'anarchisme, mais des anarchistes pour de bon, bandits et pillards, dont les journaux narraient en ce temps-là les exploits. Ces criminels de droit commun entouraient le cercueil de l'anarchiste-philosophe, lui rendant hommage comme à leur maître (1).

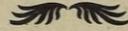
L'enterrement était naturellement civil : drapeaux rouges et chants révolutionnaires. Il eut lieu selon le rituel anarchiste dans un cime-

(1) Le Comte Olsoufiew paraît en être choqué ; moi, je m'en réjouis. Juste châtement, encore que bien au-dessous de la faute, pour ce « penseur » qui, oublieux de toutes les réalités, prêchait un système politico-social qui sera peut-être applicable dans cinq mille ans, mais qui aujourd'hui ne peut que déclencher un chambardement général ; le prêchait sans distinguer entre le Hottentot et l'Ecosse, le Cafre et le Belge, le Zoulou et l'Américain, le pick-pocket et l'honnête homme, le cambrioleur et St Vincent de Paul ! Bien plus coupable après tout que ces bandits de Moscou aux mines patibulaires qui n'ont fait que tirer de ses doctrines nuageuses des conséquences logiques pour l'époque où nous vivons. Tout ce que je regrette, c'est que notre idéologue n'ait pu assister lui-même à ses funérailles, n'ait pas entendu les propos qui s'y échangeaient à mi-voix entre compagnons, les projets de nouveaux « exploits » qui s'y élaboraient... Des criminels de droit commun pour accompagner un idéologue de l'anarchisme à sa dernière demeure : aucun cortège n'était plus approprié pour cet aristocrate qui, quarante ans durant, avait semé le vent, en comptant *in petto* n'avoir jamais à récolter la tempête. Quelle pitié qu'elle l'ait si peu effleuré après tout... (N. du Trad.)

tière orthodoxe, cimetière situé dans l'enclos d'un couvent de femmes. On se représente l'effroi et l'indignation des malheureuses nonnes du couvent « Novo-Dévitchi » à Moscou. A noter que les « disciples » du Prince-anarchiste n'eurent garde de négliger ses origines : on l'inhuma dans le caveau de famille des Princes Kropotkine. Qu'ont dû se dire ses nobles ancêtres à cette occasion ?

Combien frappants les contrastes inhérents à ces terrifiantes funérailles ! Devenue une maison d'aliénés, la Russie d'aujourd'hui se reflétait tout entière dans ce seul tableau...

Cte D. OLSOUFIEW.



Économie nouvelle et réorganisation corporative (1)

Économie et politique

Dans la magistrale étude de M. Defourny, il y a des points qui n'ont été qu'accessoirement touchés. Je me propose d'en signaler quelques-uns, non certes pour corriger ce que mon savant collègue a dit, mais pour suggérer quelques réflexions qui s'harmonisent aux préoccupations du moment.

M. Defourny n'attache qu'une importance secondaire au côté politique des questions sociales. Il lui semble que sous n'importe quel gouvernement, de même qu'en partant de n'importe quels principes on peut réaliser une réforme organique de la société. Je suis frappé de voir combien de sociologues se désintéressent des problèmes politiques. Cette réflexion me venait à l'esprit en lisant dernièrement le beau livre que de pieux disciples ont consacré à la chère mémoire du regretté Paul Bureau.

Il semble que Paul Bureau, qui a tant travaillé pour donner à la sociologie un caractère scientifique, ne se soit jamais avisé que la politique elle aussi est une science, et une science capitale autant que difficile.

C'était, si je ne me trompe, l'avis des scolastiques. Il ne faudrait pas solliciter les textes de S. Thomas pour prouver que le « politique d'abord », que l'on a tant reproché à Maurras et avec tant d'injustice, correspond, dans sa formule comme dans son interprétation, à la pensée du Docteur angélique.

S. Thomas ne se contente pas de placer la politique à la tête de toutes les sciences pratiques pour en faire la première des sciences sociales. Il va beaucoup plus loin. Il l'appelle une science architectonique, c'est-à-dire une science qui dans l'ordre pratique commande à toutes les autres. Ce qui équivaut, entre autres choses, à subordonner l'économie à la science politique, comme il lui subordonne la morale familiale.

Cette indifférence, qui est d'ailleurs souvent plus apparente (2) que réelle, provient d'une déformation de la pensée amenée par le développement extraordinaire de l'économie politique.

Nous sommes livrés corps et âmes à la domination tyrannique des intérêts économiques.

L'école libérale a contribué tout autant que l'école socialiste à cette dégradation de la pensée.

(1) Voir la *Revue catholique des Idées et des Faits* du 1^{er} août 1924.

(2) Elle est souvent apparente parce que, par conviction ou par découragement, beaucoup de nos contemporains considèrent le parlementarisme basé sur le suffrage universel comme une conquête définitive de l'opinion !

L'une et l'autre se sont également acharnées à réduire à rien, dans la notion, l'action politique : le rôle de l'homme d'État, du diplomate, du juge et du militaire, au profit du financier, de l'ingénieur et de l'ajusteur.

On entend des hommes aussi intelligents que M. Vandervelde, professer des énormités comme celles-ci : Dans la société socialiste, l'État politique disparaîtra. L'organe s'évanouira par la disparition de la fonction et le gouvernement des hommes sera remplacé par l'administration des choses. Cette façon de penser est aujourd'hui universellement adoptée.

Ne lisons-nous pas tous les jours dans nos journaux que la question des réparations est une question économique que des financiers et des experts, réunis autour d'un tapis vert, résoudront beaucoup plus aisément que des diplomates et des militaires ?

On ne distingue pas entre la technique qui appartient assurément aux spécialistes de l'économie et de la finance et la haute politique qui est du ressort des hommes d'État, quand on en trouve, et des militaires.

Personne ne paraît songer à se demander pourquoi la France a perdu la paix et pourquoi l'Angleterre l'a gagnée. Cela tient manifestement à la différence des constitutions politiques des deux pays, malgré des ressemblances superficielles.

De même que la science politique est la première des sciences sociales, l'art politique est le premier des arts.

C'est lui qui, manœuvrant toutes les techniques, gouvernant les hommes, les associations, les classes, unifie toutes les initiatives naturellement divergentes et anarchiques, en vue du bien commun de la nation.

L'Angleterre, si ignorante à bien des points de vue, si indolente et *easy going* est, depuis des siècles, maîtresse en cet art difficile.

La bonne organisation de l'État en vue du bien commun, c'est le problème sociologique fondamental. Il passe en importance la question ouvrière, comme toutes les questions particulières qui n'intéressent qu'un groupe de citoyens. S'il est mal résolu, aucun autre ne trouvera une solution satisfaisante. Cela était autrefois accepté par tout lettré comme un véritable lieu commun.

* * *

Sans être peut-être indifférent au fait politique, M. Defourny pense que l'organisation corporative est une floraison spontanée de l'esprit chrétien et, comme l'Église s'accommode de tous les régimes, elle s'accommode de tous les gouvernements.

Dès lors il est inutile et maladroit d'introduire la politique dans les discussions sociales. C'est parce que Valois a toujours mis en évidence son royalisme que les catholiques sociaux, qui sont républicains, n'ont pas reconnu dans ses théories leurs propres doctrines. Il est certain que si Valois est peu goûté par les démocrates chrétiens, c'est à cause de ses opinions politiques plutôt que pour ses doctrines sociales. Il paraît, dans ces derniers temps, avoir compris que la prudence est une vertu autant que la force. Sans rien renier de ses principes politiques, et pour faire réussir le mouvement en faveur de la réunion des États-généraux, il s'est associé avec les républicains.

Rien n'empêchera désormais les catholiques sociaux de

collaborer, s'ils le veulent, à un mouvement dont les Vogel-sang et les la Tour du Pin ont été les initiateurs.

Mais si nous laissons de côté cette question de tactique, reste la question de principe. V'a-t-il entre le régime républicain et l'organisation corporative de la société un antagonisme irréductible ? M. Defourny ne le croit pas.

« Dans les républiques italiennes, écrit-il, et dans les fières communes flamandes l'organisation du métier en corps d'État s'est épanouie tout aussi largement et plus largement peut-être que dans la monarchie royale. » Il se refuse donc à admettre que la corporation et le roi soient deux institutions intrinsèquement solidaires.

N'étant pas qualifié pour traiter à fond ce vaste sujet, je me bornerai à quelques remarques.

Tout d'abord Maurras, car c'est de lui bien plus que de Valois qu'il s'agit ici, Maurras, dis-je, n'a jamais rien écrit de pareil.

Voici exactement son opinion : « Ce n'est pas l'affinité de la monarchie et de la corporation que notre thèse établit. Elle pose l'incompatibilité de la corporation et du régime démocratique. Le régime corporatif, impossible en démocratie, est en monarchie amplement possible.

Un État légal fondé sur le vote des individus est un État dans lequel les corps seront naturellement voués à se dissoudre. Otez ce dissolvant, et mettez à sa place, élevez au pouvoir un autre principe qui soit normal (Je dis la monarchie en France, parce que c'est la France; je dirais la bourgeoisie à Genève, parce que c'est Genève), vous ferez disparaître la possibilité du bien public, qui ne fut perdue que du jour où l'on intronisa la cause du mal. »

Remarquons encore que l'Action française n'a jamais posé dans l'absolu, le dilemme : Royauté ou République, la première douée de toutes les vertus, la seconde vêtue de tous les vices. Maurras, au contraire, a dit et répété que sous certaines conditions qu'il indique, dans certains pays, la République peut tout aussi bien servir l'intérêt commun que la Royauté.

Je ne sais s'il s'est exprimé sur les républiques italiennes et sur les communes flamandes. Quant aux républiques italiennes, l'histoire en est si complexe que je n'oserais émettre un avis sur leur constitution politique. Mais ce que tout le monde sait, c'est qu'à l'époque où les corps de métiers étaient le plus florissants et le plus bienfaisants dans nos communes, le gouvernement de la cité était aristocratique. Si on veut appeler cela la démocratie flamande, on est libre de le faire, mais alors on peut dire que Maurras et Valois ne rêvent pas autre chose que l'avènement dans leur pays de la véritable démocratie française dont la démocratie individualiste à la Rousseau n'est que la caricature.

Maurras a toujours reconnu qu'une République aristocratique est une forme de gouvernement qui vaut la Royauté.

Il ajoute même que si la République tient en France, malgré ses défauts évidents, c'est qu'elle est soutenue par une oligarchie organisée, qui malheureusement est antinationale et qui n'embrasse qu'une infime minorité de la nation : les protestants, les Juifs, les francs-maçons et les métèques. C'est ce que M. Briand appelait dernièrement les cadres de la République. Mais il pense d'autre part qu'en France, grand pays divisé au point de vue géographique et racial, au point de vue des intérêts économiques, dépourvu d'aristocratie nationale,

la République parlementaire et démocratique accentue les divisions naturelles, organise en quelque sorte officiellement la guerre civile et constitue un danger permanent pour la nation (1).

FERNAND DESCHAMPS,
Professeur d'économie politique
et d'Histoire des doctrines économiques



“ Le Braconnier „ (2)

M. E. de Rougé vient de publier un livre qui ne remportera pas le prochain prix Goncourt, mais parsemé des plus sages réflexions sur divers sujets d'actualité, et où sont évoqués quelques types assez intéressants du village de Tournicourt-sur-Loye, en Picardie.

C'est là que le baron de Longuépée possède un château où il a résolu de passer ses vieux jours dans un repos bien gagné et la pratique des vertus chrétiennes. Comme une foule d'autres, il descend des Croisés. Mais, il n'a pas voulu se contenter d'une aussi pauvre gloire. Le premier venu peut acheter de vieux papiers où il est raconté que ses ancêtres ont guerroyé contre les Turcs, et, par là, se dispenser d'acquiescer aucun autre mérite. Les fabricants de généalogie tiennent précisément boutique dans le but de satisfaire à de pareils besoins. Toutefois, mieux vaut viser à occuper de soi les historiens de l'avenir qui d'acheter la complaisance des généalogistes modernes. Tant qu'il a été valide, le baron de Longuépée est resté au service de son pays comme officier. Et il a servi dans un temps où il était extrêmement méritoire de le faire, pour un catholique. Il y a quelques années, la France avait, en effet, trouvé le moyen de se ridiculiser aux yeux du monde en se donnant pour chefs des hommes comme André et Combes, dont le soin principal consistait à brimer les officiers pratiquants. Soit dit à son honneur : le baron de Longuépée, au cours de son séjour à l'armée, n'a jamais cessé d'y être mal noté et persécuté.

Et maintenant que le voici revenu à Tournicourt-sur-Loye, il continue de manifester les mêmes beaux sentiments religieux. Il s'attache à ne s'absenter d'aucun office paroissial, ce qui est déjà bien ; mieux encore : à la grand-messe et aux vêpres, le nez dans un gros livre, il chante de toutes ses forces, avec les chœurs du jubé, pour donner la réplique à son curé. Celui-ci a, d'ailleurs, encore d'autres sujets de se louer du châtelain. Le nouvel harmonium qui, désormais, soutient et couvre heureusement un peu la voix tonitruante des chœurs déchainés, est un cadeau du baron ; et, quand les curés voisins se réunissent à Tournicourt pour la fête patronale ou quelque autre solennité liturgique, ce n'est point au presbytère, comme il arrive généralement, mais à la table du châtelain qu'ils se voient reçus et restaurés. Sauf peut-être la cuisinière du château, personne, évidemment, ne songe à se plaindre de pareil arrangement.

Orte le paroissien édifiant que je viens de décrire, le baron de Longuépée est encore maire de sa commune, et il en remplit les fonctions d'une manière par trop débonnaire, comme le lecteur va voir.

A Tournicourt-sur-Loye, ainsi qu'ailleurs, il existe des braconniers, c'est-à-dire de ces hommes qui ont une irrésistible vocation de chasseur, mais ne peuvent la suivre légalement, faute d'un port d'armes et de terres où s'adonner à leur délassément favori. Or, les braconniers de Tournicourt ne ressemblent pas à leurs collègues d'ailleurs. A ceux d'Ardenne, par exemple. En Ardenne, l'on est braconnier pour soi. A Tournicourt, on l'est plutôt contre quelqu'un. Les Ardennais se livrent au braconnage parce qu'ils ont un goût héréditaire et invincible pour la viande de gibier, et jamais on n'a pu leur mettre dans la tête que les lièvres et les chevreuils passant à portée de leurs fusils sont la propriété exclusive des riches personnages, étrangers à leur

village. C'est un point de vue. Les braconniers de Tournicourt-sur-Loye, en Picardie, en ont un autre. Quand ils vont à l'affût, ils songent moins à leur plaisir qu'à embêter le baron de Longuépée, maire de la commune et ami de Monsieur le curé.

Ces derniers temps, il y avait là, raconte M. de Rougé, un certain Patel, entre autres, d'humeur bolchéviste et d'esprit libre-penseur, qui passait ses jours à boire au cabaret et ses nuits à tirer le lapin dans le parc du château. C'était sa manière à lui de braver l'autorité et de mériter la considération des esprits forts de Tournicourt. Naturellement, il lui arrivait parfois d'être pincé par le garde Dulau qui, alors, l'amenaît triomphalement au baron, de qui Patel recevait son châtiement. Or, devinez, lecteur, quel était, dans les débuts, ce châtiement ? Il consistait en un petit sermon et une amende de dix francs. Mais, devant l'obstination du braconnier et l'insistance du garde, le baron dut bientôt recourir à des sanctions plus graves. Savez-vous ce qu'il imagina ? Simplement de doubler la dose, prononçant désormais une exhortation deux fois plus longue et portant le taux de l'amende à vingt francs.

Des corrections semblables ne corrigent personne. Patel eût été bien sot de se gêner, à ce prix. Une nuit, il tira l'un des deux chevreuils du baron, et à Dulau qui voulait encore l'arrêter, il cassa une épaule. Tant qu'il ne s'attaquait qu'au gibier, Patel n'avait affaire qu'au baron, et nous avons vu que ce n'était rien ; quand il eut blessé le garde, le braconnier vit venir les gendarmes. Mais, cette fois encore, il s'en tira. Il fut acquitté par un jury démocratique en cour d'assises, et porté en triomphe par ses amis lorsqu'il rentra à Tournicourt.

Patel parlait maintenant d'abattre le second chevreuil. Il eut certainement poursuivi son avantage, si le baron de Longuépée n'avait adjoint un aide plus décidé à son vieux garde trop formaliste. Jacques Nodet, le garde auxiliaire, avait plus de ressources que Jean Dulau. Voyant que le baron ne pouvait servir à grand-chose en l'affaire, il décida d'avoir recours à des procédés fascistes qui n'obtiendront certainement pas l'agrément de la *Libre Belgique*. Il repéra donc l'arbre où Patel se perchait pour son affût, l'enduisit de glu, plaça, dans le fourré d'en face, une tête de chevreuil empaillée et attendit, dans la nuit, que le braconnier vint donner dans le panneau.

Patel ne tarda pas à arriver et à grimper dans son observatoire habituel. Croquant voir son chevreuil, il tira, et, sûr d'avoir bien visé, voulut descendre pour ramasser sa proie. Hélas ! il adhérait au perchoir par la culotte. Renonçant à emporter et le chevreuil et la culotte, il s'encourut en chemise. Cependant, le malin garde guettaît sa rentrée au village. Quand il vit venir notre Patel, il alla se poster sur son seuil pour lui barrer le passage, et réveilla tout le monde en criant : « Au feu ! » ! Vous imaginez la suite, lecteur, et comment, dès cette nuit, Patel fut démonétisé et les rieurs enrôlés dans le parti de l'ordre.

Comme quoi, conclut M. E. de Rougé, il ne faut jamais laisser aux canailles le monopole des bons procédés qui réussissent.

Cet écrivain fait ensuite l'application de sa parabole aux catholiques français. Ils sont, assure-t-il, aussi excellents et stupides que le baron de Longuépée. C'est leur faute s'ils se font toujours battre. Et pour finir, il les adjure de bien voter aux élections prochaines. Je ne prends, évidemment, pas à mon compte tout ce qu'il brode sur ces thèmes dangereux.

OMER ENGLEBERT.



On s'abonne

à

La revue catholique
des idées et des faits

81, rue de l'Abbaye, Bruxelles

Un an 25 francs : six mois 15 francs

Numéros spécimen sur demande



(1) La fin de cette étude paraîtra dans le prochain numéro.

(2) EMMANUEL DE ROUGÉ, *Le braconnier*. Préface de Jacques Péricard. Paris, Editions de l'« Amé Gauloise », 1924.

Sur la finance internationale (1)

I. — LE GOUVERNEMENT DES BANQUIERS.

Il y a deux semaines, Bainville a donné, à la première page du journal, en un de ses brefs et lumineux billets dont la réputation est mondiale, la première définition exacte de l'étonnante conférence de Londres : *C'est, disait-il, un essai de gouvernement du monde par les banquiers.* Après ce jet de lumière, toute la presse a reproduit ou repris à son compte les définitions de Bainville. Voilà une vérité qui devient populaire, en même temps que ceux qu'elle met en lumière deviennent impopulaires.

Les banquiers (et ici il faut entendre les grands financiers), les hommes d'argent ont toujours été mal vus dans les pays et particulièrement dans le nôtre. Il n'en reste pas moins qu'ils gouvernent la France depuis près d'un siècle, à travers des gouvernements différents, mais par les mêmes moyens : la manœuvre de la presse et des institutions parlementaires. Partout où il y a un Parlement, le banquier est roi. Mais roi caché, régnant et gouvernant sous le nom d'autrui. Depuis quelques années, le banquier se découvre. C'est une grosse faute. La grande erreur que les banquiers internationaux commettent depuis la guerre, c'est de se montrer. On les voit trop aux conférences internationales. Ils apparaissent investis d'un trop grand pouvoir. Cela finira mal. Les peuples acceptent pour maîtres avoués des sages ou des fous, de vrais princes ou de vilains démagogues, des saints ou des hommes cruels, et parfois des hommes qui seraient mieux à leur place dans les bagnes. Mais ils ne peuvent tolérer des hommes d'argent. Et lorsqu'ils s'aperçoivent qu'ils sont dominés par l'argent, les choses tournent mal.

Les peuples ont raison. L'Argent ne peut être un gouvernement. Les hommes d'argent sont les plus détestables des maîtres. Parce que ce ne sont pas des chefs. Les argentiers ne sont que des argentiers, c'est-à-dire des hommes qui connaissent l'art de concentrer l'or du monde, de le faire circuler, fructifier, multiplier. Mais ils ne connaissent pas l'art de manier le fer, qui est en définitive la dernière raison (et la raison toujours présente, bien que cachée) de tous les gouvernements, qu'ils soient royaux, impériaux, républicains ou communistes.

Les banquiers ont beaucoup de peine à comprendre qu'ils ne peuvent être que des serviteurs, des personnages subordonnés. Se voyant maîtres des capitaux, contrôleurs de la circulation, pourvoyeurs des finances de l'État, ils sont portés à se croire effectivement les maîtres. Ils le sont parfois, tant que leur gouvernement reste occulte. S'il devient public, rien ne va plus. La révolte commence.

Si vous voulez comprendre les raisons de ce fait, imaginez ce qui se produirait si un grand banquier régnait et gouvernait officiellement en France au nom de son pouvoir d'argent. Vous voyez qu'il ne conserverait le pouvoir qu'à l'aide d'une garde et d'une forte garde. Le chef de sa garde serait dans l'obligation d'avoir sa troupe bien en mains. Il vous apparaît tout de suite que l'arbitre de la situation serait le chef des gardes, qui s'en apercevrait avant vous, et qui, à la première occasion, ferait une révolution de palais et réduirait le ploutocrate au rôle d'argentier, aux applaudissements du peuple et selon la justice.

La difficulté avec les grands banquiers vient toujours du fait que, tenant parfois les États, les vrais ou les faux princes à leur discrétion par le moyen financier, ils se croient les vrais maîtres du pouvoir, les vrais chefs. Et c'est au moment qu'ils se croient les vrais chefs et qu'ils veulent agir comme tels, que tout casse. Ils se croient chefs parce qu'ils ne savent pas ce que c'est qu'un chef. Ils ignorent qu'un chef n'est pas un homme qui compte des écus ; ils ignorent qu'un chef est un homme dont la volonté, dont l'imagination a prise directement sur les esprits, sur les cœurs, sur les volontés d'un peuple, sans le secours d'un seul moyen financier. Et ils l'ignorent parce qu'ils croient que l'argent peut tout sur les hommes, ce qui est absolument faux. Et c'est pourquoi ils ne pourront jamais comprendre ce que tous les peuples savent : que Richelieu était un chef, que Bismarck a été un chef, que Mussolini est un chef, que Lénine (malgré toute l'horreur que m'inspire son œuvre) a été un chef ; mais que Laffitte n'a jamais

été qu'un financier, Mossieu Thiers un bourgeois politicien, M. Raymond Poincaré un grand avocat, et Morgan et Toeplitz, et Finaly des manieurs d'argent. Avec les hommes de la deuxième et de la troisième catégorie on peut faire, provisoirement, des syndicats d'exploitation d'un pays ; on ne fera jamais un gouvernement.

II. — LA FINANCE INTERNATIONALE.

C'est ce que les grands financiers de notre temps ne veulent pas admettre. Ils se croient les maîtres du monde parce qu'ils ne trouvent guère devant eux, dans la plupart des pays, que des gouvernements d'avocats, qui ne savent manier ni l'or ni le fer. A la tête d'un grand nombre de gouvernements, la démocratie, dirigée par la ploutocratie, a placé de vagues gérants de Sociétés anonymes qui ne sont guère plus qualifiés, pour diriger les affaires d'une nation, que ne le sont, pour diriger les affaires financières, les messieurs extraits du Bottin mondain et de la diplomatie que l'on place dans les conseils des hautes banques. Tout ce personnel tremble devant ce que l'on appelle les problèmes financiers, lesquels n'existent que pour les gens qui en ont peur. Les financiers ont la prétention de poser leurs conditions aux nations, aux chefs d'État. De vrais chefs d'État, qui connaîtraient le langage du fer, sauraient poser leurs conditions aux financiers, ce qui n'est pas difficile dans le temps où nous sommes. Mais, pour le moment, les financiers ne craignent pas le langage du fer, parce qu'ils croient que l'époque du fer est finie, depuis qu'ils emploient des militaires comme grands démarcheurs, et des révolutionnaires à la manœuvre comme excitateurs de l'opinion publique. C'est ce qui les amène à s'associer par-dessus les frontières pour tenter ce gouvernement du monde par les moyens financiers dont Bainville parlait, il y a quinze jours. La finance internationale, que des personnes peu clairvoyantes regardaient encore l'an passé comme un mythe, devient une réalité aveuglante.

Chose curieuse, son existence est niée par ceux qui devraient être les plus ardents à lutter contre elle. J'ai sous les yeux un article publié par l'*Internationale syndicale rouge*, où un écrivain communiste, dont j'ignore le nom, dénonçant le Comité des États généraux comme la grande entreprise fasciste, déclare vide de sens le passage du manifeste des États généraux où l'on appelle les Français à unir leurs efforts « contre la révolution et la finance internationale ».

Les mots « et la finance internationale », écrit notre communiste, cela fait bien dans le programme, c'est le cas de le dire ; mais personne, pas même l'auteur du manifeste, ne sait ce que cela veut dire. Ce sont les expressions démagogiques habituelles aux bourreaux de crâne.

Je crois que le Comité des États généraux et l'auteur du manifeste savent très bien ce que veut dire « finance internationale ». Le Comité n'a pas encore publié ses explications sur ce sujet. Mais il y a beaucoup de Français qui pourraient fournir à ce communiste si éminemment ignorant tous les éclaircissements désirables. Nous allons lui en donner quelques-uns.

La finance internationale, c'est l'ensemble des financiers, dont la plupart sont d'ailleurs d'Israël, qui trafiquent par-dessus les peuples, les nations et qui entendent subordonner les intérêts nationaux de tous les peuples au rendement capitaliste des capitaux qu'ils administrent.

L'agriculture, une grande partie du commerce et de l'industrie, une bonne partie des établissements bancaires sont nationaux dans les différents pays de la chrétienté, c'est-à-dire que leur action est subordonnée à l'intérêt national ; leur objet, conscient ou inconscient, est de permettre à une nation de vivre par ses propres moyens dans la plus large mesure possible. Mais il y a une finance, internationale, pour qui cet intérêt national n'existe pas, et qui ne connaît d'autre loi que celle de ses capitaux. Par exemple, elle s'opposera à la fabrication en France de tel produit, même nécessaire à la défense nationale, s'il est dans ses intérêts de le réserver à un trust étranger dont elle contrôle les finances. Ou encore elle interviendra dans la politique française, contre l'intérêt français le plus évident, pour favoriser les combinaisons que ses associés de Londres et de New-York font avec les financiers ou les industriels allemands.

Notre communiste n'a-t-il vraiment aucune idée de cette finance ? Est-il à ce point ignorant qu'il n'ait jamais entendu parler de Finaly (Horace) qui est, en France, le plus éminent représentant de cette finance internationale ? S'il ignore vraiment ce personnage si intéressant, nous allons lui fournir quelques brèves indications sur son action.

(1) Nos lecteurs nous sauront gré de reproduire cet article du plus haut intérêt, paru dans l'*Action Française* du 3 août.

Chacun sait que M. Finaly (Horace) est, avec son adjoint, M. Rhein, l'âme, l'intelligence et le cœur (si l'on peut dire) de la Banque de Paris et des Pays-Bas, laquelle contrôle, en France, un nombre respectable de milliards investis dans des entreprises financières et industrielles.

M. Finaly (Horace) est précisément, actuellement, le financier qui a les plus grandes prétentions au gouvernement des affaires françaises et dont l'action est le plus souvent opposée à l'intérêt français.

Quelques exemples que je choisis parmi ceux que j'ai été amené à voir d'un peu près :

Qui a entrepris de mettre la main sur la presse quotidienne, par les moyens de la publicité, de la fourniture du papier, etc., pour le compte des intérêts américains représentés par la Standard Oil ? *Finaly*.

Qui a essayé (et en partie réussi) de faire passer la Compagnie des Wagons-Lits sous un contrôle où les intérêts allemands étaient fortement représentés ? *Finaly*, associé avec Toeplitz de la *Banca commerciale italiana*.

Qui a essayé de constituer le trust du papier pour tenir les journaux à sa merci ? *Finaly*.

Qui s'est opposé aux efforts faits par les Français pour libérer la France de ses fournisseurs étrangers de pâte et de papier, pour les mêmes raisons que ci-dessus ? *Finaly*.

Qui a organisé le silence sur les problèmes monétaires afin de laisser les Français dans l'ignorance des causes du trouble « économique » où ils sont depuis six ans ? *Finaly*.

Qui a suggéré au Ministère des Finances, au commencement de 1924, de préparer des lois tyranniques pour empêcher les Français de traiter entre eux une valeur stable ? *Finaly*.

Qui a été le grand bénéficiaire du trouble monétaire, de la baisse du franc ? Qui a fait sur la fortune française des rafles énormes à la faveur des mouvements de hausse et de baisse du franc ? *Finaly*.

On pourrait allonger ce questionnaire. Limitons-le maintenant aux questions proprement politiques :

Qui, pour faire durer l'anarchie financière si favorable aux rafles bancaires, qui a patronné sans cesse, depuis la guerre, les politiciens qui entretiennent ou accroissent le déficit, et abandonnent nos revendications sur l'Allemagne ? *Finaly*.

Qui a patronné et patronne Briand ? *Finaly*.

Qui a patronné et patronne Painlevé, Herriot, le Bloc des gauches ? *Finaly*.

Qui a organisé les premiers actes du Bloc des gauches ? Qui a organisé, dirigé la chute de Millerand ? *Finaly*.

Notre communiste ignore-t-il tout cela ? Ou veut-il l'ignorer pour ne pas avoir à s'étonner de la concordance des campagnes menées par certains communistes et des campagnes préparées, voulues, dirigées par M. Horace Finaly ?

III. — LE REDRESSEMENT FINANCIER.

Pour le moment, M. Horace Finaly, qui est déjà roi en Israël, est roi dans la République française, et c'est par son action financière et politique que mille dépenses de la nation française sont brisées, que la victoire française est sabotée. Quelles sont les raisons qui meuvent M. Finaly ? Comme je ne participe pas à l'hystérie antijuive, je ne vous dirai que ce sont les passions ethniques de M. Finaly qui le font agir dans cette direction. Mais il convient de marquer que le génie financier cultivé depuis des siècles en Israël, en dehors des considérations propres aux nations de la chrétienté compte pour beaucoup dans le système de la Banque de Paris. Mais, par-dessus tout, c'est la loi de l'argent qui agit, parce qu'elle ne rencontre aucune barrière dans une démocratie qui demeure, selon le mot de Sorel, le pays de Cocagne des financiers. Un gouvernement national, fondé sur d'autres principes que ceux de la démocratie, tournerait peut-être le génie financier de M. Finaly au bénéfice de la nation.

Pour le moment, la question ne se pose pas ainsi. Nous nous trouvons, nous qui nous sommes battus pour notre terre et pour notre âme, sous le gouvernement de la finance internationale, rencontrer à chaque pas que nous faisons pour reconquérir notre victoire et ses fruits, M. Horace Finaly ou ses agents de toute sorte, recrutés aussi bien dans le monde des affaires que dans le monde tout court et dans le monde de la révolution soviétique. C'est donc contre cette domination ploutocratique qu'il faudra opérer le redressement français. M. Horace Finaly ayant actuellement la réalité du pouvoir, sous le nom du Bloc des gauches et de ses hommes, c'est lui qui doit être tenu pour responsable de tous les désastres que nous subissons, de toutes les tentatives qui seront faites, sous quelque nom que ce soit, contre les efforts des patriotes français. Il n'est pas un mouvement, dans toute l'étendue du territoire parcouru par les gauches et leurs alliés révolutionnaires, qui ne soit contrôlé, directement ou indirectement, par M. Horace Finaly ou par ses agents. C'est un fait que nous constatons. Cette situation implique donc une responsabilité générale de M. Finaly, avec toutes les conséquences que comporte cette responsabilité.

Il est temps de le dire à M. Finaly. Il n'y a personne au-dessus de lui pour le maintenir au service de l'Etat français. C'est lui qui tourne l'Etat français contre les intérêts de la nation. C'est lui le grand responsable des abandons de Londres.

Nous combattons, nous subissons cette honte, en ce moment, les poings serrés, mais avec le sentiment que nous avions lorsque nous voyions les lignes françaises crevées à Verdun ou à Amiens, ayant au cœur la certitude que le redressement suivrait promptement. Nos lignes sont percées. Par la faute des financiers. Ils ont le pouvoir. Ils sont responsables. Ce problème des responsabilités ne se réglera pas avec des articles de journaux.

GEORGES VALOIS.

Les idées et les faits

Chronique des Idées

Le Congrès liturgique

Des prêtres de tous les diocèses belges et de presque tous les pays d'Europe, des religieux et des religieuses de tous les Ordres, des dames de toutes nos grandes villes, des maîtres du haut enseignement et des prélats de haute distinction, un évêque belge titulaire de Bethsaïde, Mgr Janssens, sont venus à Malines et se sont retrouvés au Mont-César, pour couronner par de solennelles assises liturgiques les fêtes jubilaires du Cardinal Mercier et consacrer ainsi le triomphe dans notre pays de cette forme puissante de l'apostolat que son Eminence n'a pas cessé depuis son intronisation en 1905, d'encourager et de promouvoir.

Le premier pionnier de la restauration liturgique fut dom Lambert

Beaudoin, actuellement professeur au Collège international de Saint-Anselme à Rome. Je crois l'entendre encore au Congrès de Malines de 1909, me communiquer son hardi projet de populariser la Prière officielle de l'Eglise par la diffusion d'un livret dominical. Chez cet éminent religieux, l'idée et l'action ne font qu'un. Il lança sa *Vie liturgique* et bientôt elle fut disséminée dans les paroisses, les pensionnats, les collèges. On vit partout dans nos églises de graves Messieurs s'aidant de ces feuillets pour suivre enfin la messe et participer effectivement à l'Action sainte d'une manière consciente et fructueuse.

C'était le monnayage du missel vers l'emploi duquel s'acheminait ainsi la piété catholique, dégagée des dévotionnettes et tirée de l'isolement individualiste. C'était la voie frayée au renouveau liturgique.

Il me souvient encore d'une journée tenue au Mont-César, en 1909, sous la présidence de Mgr Deploige, réunion embryonnaire à laquelle j'eus l'honneur de participer par un minuscule rapport où la bonne volonté suppléait mal à une rare incompétence. Et voilà que de cet

embryon sortirent les Semaines, les Retraites liturgiques, se succédant d'année en année, tantôt à l'abbaye de Maredsous, tantôt à celle de Louvain. Le mouvement créa son organe : *Les questions liturgiques et paroissiales* dont la neuvième année est en cours. A son tour, l'abbaye de Saint-André devint un foyer rayonnant et exerça une influence profonde par ses publications. C'est là que fut créé, outre le Bulletin paroissial liturgique, le *Missel quotidien et vespéral*, parvenu en trois ans à son 155^e mille et qui doit pour une bonne part son immense succès à la beauté des illustrations et à la lucidité des explications liturgiques.

Il fallait célébrer cette entreprise, visiblement conduite par la Providence, par une manifestation de grande allure, par un Congrès plénier, international, où fraterniseraient les liturgistes de tous pays. Il convenait qu'il fût tenu en l'année des noces d'or sacerdotales du Cardinal, pour reconnaître son haut patronage, en l'année des noces d'argent de l'abbaye du Mont-César d'où partit la première réalisation pratique, et que Malines fût choisie comme siège du Congrès, Malines qui vit éclore les premiers germes du *Mouvement liturgique*.

En vain la pourpre cardinalice n'illuminera pas les assemblées qu'une pénible infirmité frustra d'une auguste présence, la pensée du Primat, le plus grand des Belges — pour employer avec justice un mot naguère si improprement appliqué — n'a cessé de planer sur toutes les réunions et de hanter l'esprit des congressistes.

Les majestueuses cérémonies qui se sont déroulées à Saint-Rombaut n'ont pas seulement répandu par leur magnificence une splendeur sans égale sur la tenue du Congrès, elles fournissaient la plus éloquentة démonstration de la renaissance liturgique, elles la traduisaient en fait, elles en donnaient l'intuition la plus saisissante.

Ce sera l'impérissable honneur de l'éminent successeur de Jacques Lemmens à la direction de l'École de musique sacrée, du vaillant et sympathique abbé Jules Van Nuffel, d'avoir créé en 1917 cette maîtrise de Saint-Rombaut, où soixante voix d'hommes et quatre-vingt-dix voix de soprani et alti marient harmonieusement leurs timbres d'or, éclatants ou suaves, pour interpréter avec une perfection rarement égalée les chefs-d'œuvre de l'école païstrinienne et des compositeurs modernes dignes d'une audition à l'Église. Le chant grégorien reste sans doute le souverain modèle, l'exemple achevé de toute musique religieuse et la Schola malinoise a exécuté en plain-chant, le 4 août la messe de Saint-Dominique selon toutes les règles du plus pur grégorianisme. Mais le triomphe de la chorale de Saint-Rombaut, c'est la polyphonie classique.

Je ne crois pas que l'on puisse entendre des accents plus émouvants, plus prenants sur l'âme tout entière, plus capables de la transporter dans la sphère du divin et de l'enflammer d'un religieux enthousiasme que la messe d'Edgard Tincl en l'honneur de Notre-Dame de Lourdes, où l'artiste s'est surpassé, et le *Resurrexi* de Max Springer, où la science technique s'allie au lyrisme de l'inspiration pour en faire une composition de somptueuse majesté et de beauté idéale.

* * *

Donner une juste idée de ce congrès très complexe est tâche malaisée. Quelle ruche bourdonnante d'activité ! Quel essaim de diligentes abeilles travaillant avec fièvre pour remplir de leur miel leurs nombreuses alvéoles ! *Fervet opus* ! Sept cents participants répartis en deux Sections, celle des Messieurs et celle des Dames, chacune subdivisée en section française et section flamande. Quatre-vingt-seize lectures de rapports suivies de discussions animées et approfondies. Sans doute vingt-trois rapports furent répétés, mais il en reste donc soixante treize. La trilogie malinoise couronnée par une assemblée générale et suivie d'une journée louvaniste, épilogue trop tardif pour qu'il en soit tenu compte ici.

Efforçons-nous cependant de dégager les grandes lignes et de synthétiser en quelques aperçus rapides les communications et les débats.

L'enseignement religieux, la vie paroissiale et la vie spirituelle dans leurs rapports avec la liturgie : voilà tout le Congrès. La réunion finale du Mont-César y ajoutera une partie technique : les arts liturgiques.

L'idée centrale de la première journée est énoncée dans le rapport magistral de *Dom Lambert Beauduin*, le pivot sur lequel roulera toute l'activité de la Section française. Le docte professeur de Saint-Anselme part d'un fait qu'on ne peut lui contester : l'ignorance religieuse, si souvent dénoncée par les Papes, si criante d'évidence. Elle ne sévit pas seulement dans la masse sortie des écoles officielles, où l'instruc-

tion religieuse est nulle ou parcimonieusement mesurée, elle n'épargne pas les catholiques eux-mêmes qui en furent imbus. Naguère je rencontraï un croyant d'élite, d'une haute valeur intellectuelle, tellement brouillé avec l'idée de la médiation, qu'il la refusait au Christ, à l'Homme-Dieu, médiateur de droit, pour ne l'adjudger qu'à Marie, la comédiantrice subordonnée au Médiateur, parce qu'elle est co-rédemptrice subordonnée au Rédempteur.

Par ailleurs, j'ai intimement connu un catholique sérieusement adonné à la liturgie, alimentant sa foi par le missel, vivant son missel quotidien, et j'étais émerveillé de la science exacte, profonde, étendue qu'il y puisait sur le Christ, sur la communion des saints ou le corps mystique du Christ. J'ai saisi sur le vif la différence prodigieuse qui sépare, toutes autres choses presque égales d'ailleurs, le catholique liturgique, si je puis dire, et celui qui ne l'est pas. Faut-il dire que l'apostolat laïque du premier l'emportait de beaucoup par son rayonnement, par la féconde puissance de sa parole, sur la bonne volonté d'ailleurs agissante de l'autre.

Dom Beauduin s'est demandé comment les anciennes générations chrétiennes s'étaient formées ? La réponse est fournie par l'histoire : elles ont été saturées de foi par le procédé surnaturel, scripturaire et intuitif que les Pères ont employé. Au contraire, la méthode qui prévaut chez nous sépare l'instruction de la prière, n'est pas informée par la Bible et s'épuise trop souvent en abstractions. Conséquence : foi anémiée, ignorance générale. Que faire donc, sinon retourner à la méthode patristique ? Et comment sinon par la liturgie ? Que le missel dominical devienne le manuel officiel de la vie paroissiale, et que, par un emploi intelligent et collectif, les fidèles puisent dans cet ouvrage une connaissance plus éclairée de la foi, une piété plus solide et plus substantielle, une mentalité catholique, en un mot un véritable esprit chrétien, et la restauration liturgique, renonçant la tradition des Pères, fera revivre les siècles de foi.

Le salut par le missel paraît à M. le Chanoine Simons une formule d'une réalisation immédiate trop difficile. Le zélé curé de Saint-Gilles (Bruxelles) préconise au préalable l'*Ordinaire de la Messe*, dans la teneur duquel : Préface, Consécration, Communion, il retrouve l'ossature principale du dogme : Hommage à la Trinité, Médiation rédemptrice, Incorporation au Christ — dans l'économie duquel il retrouve souvent exprimée la notion de sacrifice qui est le fondement de la morale chrétienne.

Dom Vitry est si persuadé de l'efficacité de la formation liturgique qu'il renvoie jusqu'à l'adolescence l'enseignement théorique des formules pour éduquer l'âme des enfants, à l'école exclusive de la liturgie. Dom Gaspard Lefebvre garde le catéchisme à juste titre — d'autant qu'il est imposé par l'autorité de l'Église — mais place à côté l'initiation liturgique par l'image, les manuels illustrés, la méthode intuitive directe ou indirecte. Il ne dédaigne pas les images, genre Epinal, les tableaux à parties mobiles, mais ne va pas jusqu'à l'emploi d'une sorte de jeu de lotos et de dominos liturgiques, mis en avant par un curé français.

Ramenées en deçà de toute exagération jusqu'à la norme du bon sens, ces considérations entraîneront certes les éducateurs à commenter, illustrer, vivifier la catéchèse par la liturgie.

* * *

Le thème de la deuxième journée était la vie paroissiale à restaurer par la liturgie.

La famille paroissiale est l'organisme primordial, la cellule du corps social de l'Église, elle vit par la liturgie. C'est la thèse qui a défrayé maints rapports autorisés et passionnés des congressistes. Mgr Laliue, doyen de Charleroi, justement alarmé de l'absentéisme des hommes, fait valoir la nécessité et les moyens de les attirer par groupes à la messe paroissiale ; M. l'abbé Halflants exalte celle-ci comme l'œuvre par excellence ; M. l'abbé Malherbe préconise l'homélie ou explication populaire de l'évangile de la messe dominicale comme la prédication la plus efficace, la plus attrayante, la plus instructive ; M. l'abbé Verdunoy devait montrer une paroisse déshéritée régénérée par le chant collectif distribué entre divers groupes de « chantalettes » et de « chantalistes » ; M. l'abbé François s'efforce d'orienter vers la paroisse la formation religieuse donnée dans les collèges ; M. le chanoine Vrancken s'est appliqué à purifier les services pour défunts de tous les vestiges de paganisme et des excès de mondanité qui les vicient encore ; M. l'abbé Gillet a réclamé avec instances, la remise en honneur du baptistère trop souvent déshonoré par l'incurie, le délabrement ou l'exécrable habitude de le faire servir de cabinet

de débarras. Bref, tout ce qui est de nature à susciter, entretenir, protéger et promouvoir la vie paroissiale a retenu l'attention des congressistes et provoqué des échanges de vues trop sincères pour n'être pas féconds en résolutions pratiques.

La troisième journée du Congrès fut absorbée par l'étude de la liturgie dans ses rapports avec la vie spirituelle.

La sanctification par la prière officielle de l'Église qui est la prière du Christ vivant en elle, la liturgie considérée comme l'exercice spirituel par excellence, l'oraison la plus parfaite, le véhicule le plus sûr et le plus rapide dans l'ascension de l'âme vers Dieu : c'est une vérité que Dom Idesbald Van Houtryve a mise en pleine lumière une fois encore, mais qui n'est plus sujette à contestation.

Des malentendus avaient amené jadis interprètes trop étroits de l'ascèse ignatienne et tenants de la méthode bénédictine à croiser la lance de la controverse. Aujourd'hui ces malentendus sont dissipés et nous avons assisté au concert harmonieux de toutes les voix, pour ainsi dire, des familles religieuses, dominicains, carmes, franciscains, rédemptoristes, sacramentaires, voire jésuites proclamant à l'envi la prééminence de la liturgie, son alliance heureuse et féconde avec l'oraison, sa haute et indiscutable puissance de sanctification. Tous les systèmes de spiritualité approuvés par l'Église trouvent dans la vie liturgique leur aliment principal et leur épanouissement.

Par une bonne fortune inespérée, le Cardinal s'arrachant au repos auquel son cœur ne pouvait se résigner, nous a causé la joyeuse surprise de son apparition à l'assemblée générale de clôture jeudi matin. Il lui appartenait de prononcer le dernier mot. Il l'a fait avec une rare éloquence, comme nos lecteurs en peuvent juger.

J. SCHYRGENS.



IRLANDE

Nous donnons à titre documentaire le résumé de deux articles parus récemment en Angleterre, le premier dans THE ROUND TABLE, de juin, le second dans THE NATIONAL REVIEW, de juillet.

Le premier anonyme, mais écrit par un Irlandais, affirme la rédaction, est intitulé :

L'Irlande telle qu'elle est

Aujourd'hui, en juin 1924, le gros du peuple irlandais a des idées économiques tout aussi peu sensées qu'en juin 1920. Il persiste toujours à croire qu'un changement de gouvernement doit provoquer une baisse de prix et qu'il existe un sentier semé de roses lequel mène tout droit à la prospérité.

Les Irlandais sont toujours aussi ignorants que naguère des principes les plus élémentaires de la science politique, et — ce qui est pis — ils ne se sont pas encore pénétrés de l'idée qu'une nation vit par le travail. Deux tiers de la population en sont encore à leurs points de vue de 1900. Parce que le poste de Gouverneur-Général a été enfin aboli, le pays devrait, sans aucun effort de sa part, jour de suite d'une prospérité entière, avec baisse générale des prix comme des impôts. Qu'une vacance parlementaire surgisse quelque part, la population va-t-elle élire X ou Y, parce que protectionniste, ou libre-échangiste, ou économiste distingué ? Loin de là : Ce qui l'intéresse, c'est de savoir s'il est pour la république ou pour l'Etat Libre. Et c'est ainsi partout.

Le rôle joué par les unions de fermiers est particulièrement caractéristique : dans un pays aux trois quarts agricole, ces unions de fermiers devraient jouer un rôle de tout premier plan. Or voici ce qui se passe : alors que les impôts ont augmenté de 200 % au-dessus du niveau d'avant-guerre, les tarifs de 100 %, le coût de la vie de 75 %, le métayage a décliné de 25 %. Cette dernière question a perdu aujourd'hui toute importance : et pourtant les unions de fermiers y consacrent la majeure partie de leur temps et de leurs discours, à moins qu'ils ne discutent des avantages de telle forme de gouvernement sur telle autre. Il est hautement souhaitable que le gouvernement de l'Etat Libre éduque les électeurs, leur fasse toucher du doigt le vide du programme républicain et ses conséquences désastreuses possibles.

Impossible avec cela de nier certains mérites de ce gouvernement qui est parvenu à faire régner l'ordre à la place du chaos. Impossible également de ne pas apprécier à leur juste valeur certaines des difficultés contre lesquelles il se débat ; mais il convient tout de même

de dire qu'il se défend plus qu'il n'attaque ; qu'il n'initie pas assez la population à ce qu'il fait, ni aux raisons qui le poussent à faire ceci ou cela ; que par-ci par-là il n'hésite pas à recourir à un système de cachotteries ou de « camouflement », qui ne semble pas digne d'un gouvernement. Plutôt que de faire une espèce de conspiration du silence autour de ce fait que l'Etat Libre irlandais fait partie de l'Empire Britannique, à la tête duquel se trouve le roi d'Angleterre, et de faire par là le jeu des républicains, mieux vaudrait expliquer au pays comment, partant de ce fait, l'Irlande peut devenir un des plus puissants facteurs de ce même Empire britannique. Il serait facile à un gouvernement d'avoir une politique « constructive » bien définie, et ce d'autant plus que le programme des républicains n'est que destructif et ne se réduit, somme toute, qu'à ce seul cri : « Vive la République ! » Mais à force de se l'entendre répéter, l'électeur finit par se laisser hypnotiser.

D'autre part, le parti au pouvoir ignore tout de l'art de la réclame alors que la réclame politique peut tant en Irlande. Où est-il, l'orateur de talent, doué d'un « magnétisme » personnel, quira prêcher au peuple la vérité ; qui secouera son apathie ; qui lui expliquera que jamais les Irlandais ne seront une nation avant d'avoir appris à travailler ; que la nation ne pourra exister avant que l'exportation irlandaise ne soit pour le moins égale à l'importation ; que de par elle-même, ni la monarchie, ni la république n'amène à sa suite la richesse ; qu'aussi longtemps qu'une vache danoise produira par an le double du lait que produit une vache irlandaise, le Danemark, une monarchie, sera plus prospère que l'Irlande, que celle-ci soit ou non une république ; que la coopération n'est pas une rêverie d'enthousiastes, mais un fait concret et pratique ; enfin qu'il ne sert à rien de murmurer et que tout changement n'est pas nécessairement une amélioration.

Voilà ce qu'il faudrait dire et faire pour que le peuple irlandais se réveillât véritablement. Mais ici on se sent involontairement saisi d'un certain pessimisme. Car les classes cultivées sont bien peu pour aider le gouvernement. Dans les élections, la moitié des électeurs ne vote pas. On trouve beaucoup d'hommes dont l'existence est intimement liée à l'Etat et qui sont totalement dépourvus de toute « idée » constructive et ne sont propres qu'à émettre les prédictions les plus sinistres.

Le Parlement, de son côté, s'occupe souvent de questions d'importance secondaire et en néglige d'autres touchant aux intérêts primordiaux du pays. Dans ce pays d'agriculteurs qu'est Erin, des projets de loi agricoles restent en souffrance des mois et des années. Lors de la discussion du traité avec l'Angleterre, trois jours ont été employés (perdus plutôt !) à discuter sur ces quatre mots : « Grande Bretagne et Irlande ». N'eussent-ils pas été plus utilement employés à des questions infiniment moins transcendantes ?

Il convient pourtant d'insister encore sur cette circonstance que le gouvernement a fait beaucoup pour rétablir l'ordre : plus de meurtres et d'incendies ; les lois fonctionnent régulièrement, la vie est devenue normale. Mais la position du gouvernement n'en est pas devenue plus facile : en 1922 le pays avait besoin d'un pouvoir fort mettant à la raison les facteurs de désordre. Aujourd'hui on attend et on exige du gouvernement autre chose encore.

Pour finir, deux mots sur la question de l'Ulster. L'Etat Libre aurait tout intérêt à déclarer que, pour sa part, il renonce à la commission pour le tracé des frontières, que prévoit le traité anglo-irlandais. Car les travaux de délimitation eussent-ils pour résultat de réaliser le maximum des espérances de l'Irlande du Sud, en détachant de l'Ulster les comtés de Tyrone et de Fermanagh, un pareil résultat ne ferait qu'envenimer la controverse, et accentuer l'esprit de résistance dans le Nord à toute union avec l'Etat Libre. Il arrive parfois au gouvernement Cosgrave, comme cela a été relevé plus haut, de faire le jeu des républicains. En réclamant la Commission de délimitation, il fait celui des orangistes. Il ferait mieux de déclarer ceci : « La seule frontière que nous désirons, c'est l'Atlantique. Mais nous savons que nous ne pourrions l'avoir que si nous réussissions à convaincre le Nord qu'il a tout intérêt à se joindre à nous ; et nous espérons l'en persuader d'ici trois ans ».

Une pareille réponse serait un coup droit porté aux ultra-orangistes, comme aux républicains. Ce ne serait pas la réponse d'un politicien, mais d'un homme d'Etat. Et lorsque l'ordre complet régnera dans l'Etat-Libre, lorsque les impôts y seront moins élevés que dans le Nord de l'Irlande, lorsque le commerce et les affaires y seront plus prospères que dans l'Ulster, la Commission de délimitation ne sera plus nécessaire.

L'Ulster

L'Ulster est d'une importance vitale pour la sécurité de la Grande Bretagne.

De par la « trahison de l'incompétence » des Ministres britanniques, qui ont mené en 1921 les pourparlers avec le Sinn-Féin, l'Irlande méridionale forme un Etat séparé et indépendant. Cet Etat sera certainement l'ennemi de l'Angleterre dans l'avenir, comme il l'a été dans le passé. Ce n'est qu'en sauvegardant l'indépendance de l'Ulster, avec sa population loyaliste passionnément attachée au drapeau et à la couronne britanniques, que l'Angleterre peut contrôler la partie septentrionale de la Mer d'Irlande et les approches de Glasgow. Il est digne de regret, certes, que les multiples baies et ports de l'Irlande occidentale soient à la disposition des ennemis de l'Angleterre. Mais si on abandonnait à ceux-ci l'Ulster, ce serait le suicide commercial et militaire des îles Britanniques. Le danger aérien ne serait pas le moins sensible. L'Etat Libre d'Irlande vient de commander des avions Caproni qui, le cas échéant, feront ce qu'ils voudront avec Manchester, Liverpool, le Lancashire, le Yorkshire occidental, toute l'Ecosse du Sud-Ouest.

Tant que l'Ulster est aux mains des amis de l'Angleterre, le danger est sensiblement moindre ; une fois l'Ulster abandonné à l'Etat Libre, la situation deviendra autrement grave.

Des divers discours prononcés par M. Lloyd George, en octobre et novembre 1920 et en juin 1921, il ressort qu'en ce temps-là, cet homme d'Etat se rendait nettement compte des dangers que ferait courir à l'Angleterre une Irlande indépendante, ayant une armée et des sous-marins. Sa conduite ultérieure aboutissant au traité du 6 décembre 1921, est dès lors d'autant moins compréhensible.

Il est notoire qu'en Irlande du Sud, un parti très considérable — sinon la majorité — est décidé à « détruire » l'Ulster en se servant à cet effet du susdit traité et spécialement de son article 12 instituant une Commission de délimitation de trois membres : un pour le *Free State*, un pour l'Ulster, un troisième devant être nommé par le gouvernement britannique et la présider. En vertu de cet article, le gouvernement de l'Etat Libre espère détacher, sous couleur de rectification de frontières, plus de la moitié du territoire de l'Ulster et près du tiers de ses habitants ; et, en mutilant de cette façon, le Nord de l'Irlande, la rendre incapable de se gouverner elle-même et trop faible pour résister à l'attaque éventuelle qui, tôt ou tard, viendra du midi. Il est à noter d'autre part que le gouvernement Cosgrave, relativement modéré et raisonnable, perd constamment du terrain et peut, d'un jour à l'autre, s'évanouir et s'effacer devant un de ces extrémistes qu'il s'occupe d'amnistier. Que va-t-il se produire alors ?

Aujourd'hui même, il n'y a guère d'illusions à se faire au sujet de l'Etat Libre. C'est un Etat anarchique aux mains de bandits militaires illettrés. Ses finances sont dans un beau désordre. Il ne peut maintenir la paix dans ses propres limites. Il n'a pas osé châtier les auteurs d'attentats récents contre des soldats anglais sans armes. Le roi ne peut visiter l'Etat Libre où son autorité est ouvertement méprisée. Certaines des stipulations les plus importantes du traité du 6 décembre 1921 sont foulées aux pieds sans cérémonies. Alors que les produits irlandais pénètrent librement en Angleterre, ceux d'Angleterre sont frappés en Irlande de droits presque prohibitifs. Pourtant M. Lloyd George avait lui-même déclaré, à la date du 31 mars 1920, que, si on laissait à l'Irlande le contrôle des douanes, celle-ci en profiterait inévitablement pour faire la guerre à la Grande Bretagne.

L'Ulster, indéfectiblement loyaliste, s'est cru à bon droit lésé sinon trahi par le traité anglo-irlandais et spécialement par l'article 12. Par l'organe de Sir James Craig, premier ministre de l'Irlande du Nord, il protestait auprès de M. Lloyd George, aussiôt les termes du traité en question connus ; et aujourd'hui il se refuse à nommer le membre de la Commission de délimitation prévu par cet article.

Certes, le tracé de la frontière actuelle laisse à désirer, mais la faute en est toujours à Lloyd George qui, par le « Government of Ireland Act » de 1920, avait déjà amputé l'Ulster de trois comtés (Donegal, Cavan et Monaghan). Aujourd'hui, l'Irlande du Nord se refuse à des amputations nouvelles. La situation est sérieuse. Que va-t-on faire ?

User de la force à l'égard de l'Ulster ? Cela pourrait être fait de deux façons : faire savoir à l'Etat Libre d'Irlande qu'il peut aller de l'avant et se saisir des territoires qu'il ambitionne. Ce serait une guerre civile dans toute son horreur. Il est vrai que des torrents de jeunes Anglais et de jeunes Ecosseis se déverseraient aussitôt dans Belfast, pour prêter main-forte aux Orangistes. Autre solution : mesures coercitives contre l'Ulster de la part de l'armée, de la flotte

et de l'aviation britanniques. Mais il est très probable que les soldats et les marins britanniques refuseraient simplement de combattre leurs frères de l'Ulster !

La situation en est là. Mais quoi qu'il en soit, le jour qui verra l'Ulster, clé du Royaume-Uni, remis aux ennemis de l'Angleterre, verra aussi se coucher — se coucher à jamais — le soleil de l'Empire britannique.



ITALIE

Le dernier discours de Mussolini

Ce discours que Mussolini devait prononcer le 2 août au Conseil National Fasciste était attendu avec insistance.

Les uns pronostiquaient que le Duce se désolidariserait de sa troupe, qu'il se rapprocherait du Parlement plus qu'il ne l'avait fait jusqu'à présent, et qu'il gouvernerait à peu près selon les méthodes de ses prédécesseurs.

D'autres prétendaient que le chef fasciste reviendrait à une sorte d'intransigeance, à un état d'esprit moins violent certes que celui qu'il avait lors de la Marche sur Rome, mais de même nature, archaïque, autoritaire, illibéral et anti-parlementaire.

D'après le texte du discours que nous reproduisons ci-dessous, ce sont ces derniers qui avaient le plus exactement deviné et prédit.

Tous les députés de la majorité, tous les secrétaires des fasci dans les différentes provinces, les syndicats fascistes de beaucoup de villes d'Italie, des sénateurs, des ministres et des généraux s'étaient réunis au Palazzo Venezia.

Après la lecture de quelques rapports, notamment celui de M. Forges Davanzati, Mussolini prit la parole.

« Messieurs ! dit-il d'une voix forte, je sens dirigés vers moi les traits du Parti Populaire, du libéralisme et de la démocratie socialiste. Pour quoi donc ces gens se servent-ils de tout cet arsenal ?

» On demande si je m'exprime ici en chef de parti ou en chef de gouvernement.

» C'est en chef de gouvernement et en chef de parti que je m'exprime. Ces deux fonctions s'unifient complètement en moi, elles ne sont que les aspects d'un même phénomène ; elles sont les activités d'une même nature.

» Je salue avec une cordialité particulière les représentants du fascisme rural.

» Il faut faire du fascisme un mouvement qui soit surtout rural.

» Dans les grosses bourgades, s'accumulent et fermentent les résidus des vieux partis, des vieux clans, des vieilles sectes. C'est dans les campagnes que se trouvent les meilleures énergies de la nation. Sur quatre millions de combattants italiens, trois millions et demi étaient des ruraux.

» Nos adversaires parlent beaucoup, depuis quelque temps, de normalisation.

» Qu'est-ce que ce mot signifie ?

» Nos adversaires ont-ils à notre égard une hostilité moins grande ? Non. Par normalisation, ils entendent notre désarmement.

» Sans doute il est inutile que nous montrions maintenant nos armes, mais il importe que nous les conservions. Allons au peuple, en ayant toujours soin de connaître, pour les déjouer, les menées de l'opposition.

» Cette crise a un excellent résultat. Elle nous aide à distinguer les amis sûrs, les fascistes de foi et de passion, de ces peureux et de ces transfuges, de ces *semi vaganti*, de ces indécis qui sont un encombrement et un obstacle. Nous nous en débarrasserons, afin de ne pas être appesantis et retardés par eux. Pourquoi en effet, vivrions-nous avec des hommes qui ne savent pas tenir tête à la tempête ?

» Je voudrais que la devise du fascisme soit : *vivre à travers les périls et avec l'énergie nécessaire pour triompher d'eux*. Les vrais fascistes doivent être prêts à tout, aux sacrifices les plus durs, chaque fois qu'il s'agit de défendre la patrie et le fascisme ».

Détail significatif, M. Brodero s'est empressé de soumettre au Conseil National Fasciste un ordre du jour rédigé en ces termes :

« Le Conseil National, se souvenant des paroles par lesquelles Mussolini a caractérisé l'attitude de la Franc-maçonnerie vis-à-vis du fascisme ;

considérant que la Franc-Maçonnerie a lié partie avec des sectes étrangères, contre l'Italie, avec le méthodisme américain, avec le radicalisme français, avec le démocratisme de tous les pays ;

considérant que les oppositions au fascisme ont toujours trouvé dans la Franc-Maçonnerie le plus grand empressement pour les accueillir et les coordonner ;

considérant que le fascisme ne peut reconnaître une doctrine universelle comme celle de la Franc-Maçonnerie, et qu'il ne peut reconnaître comme universalité légitime que celle de l'Église catholique ;

décide de proclamer que le fascisme est l'antithèse de la franc-maçonnerie, (?), de mettre parmi les principaux objectifs des fascistes la lutte contre la Franc-Maçonnerie (?), de déclarer l'incompatibilité de la qualité de fasciste et de l'adhésion à une secte ou société secrète quelconque, particulièrement la Franc-Maçonnerie, soit celle du Palazzo Giustiniani, soit celle de la Piazza del Gesù. »

* * *

On le devine, les commentaires vont leur train.

Parmi ceux des journaux de l'opposition, il est utile, croyons-nous, de signaler celui du *Corriere della Sera*, dont l'animosité contre Mussolini est vive :

« Le nouveau discours de M. Mussolini, écrit-il, ne nous surprend pas. Il confirme encore une fois la théorie à laquelle il reste durablement fidèle, la facilité avec laquelle il oublie la nécessité de l'existence de l'Etat... Il rappelle encore une fois qu'il est le chef d'un parti qui a des droits privilégiés, en dehors de la Constitution. »

Le journal libéral fait ressortir que, d'après la conception constitutionnelle, lorsqu'un parti au pouvoir perd la majorité dans le Parlement, il est strictement tenu de se retirer dans les rangs des minorités. En opposition avec cette théorie, le parti fasciste, actuellement au pouvoir, veut y rester à tout prix ; il tient des armes à sa disposition, et il les emploie dans ce but des décrets sur la presse.

« Nous sommes, conclut le *Corriere della Sera*, d'un tout autre avis. Nous pensons que personne n'a le droit de renverser le gouvernement par la violence, mais que le droit doit exister d'employer contre le gouvernement des moyens légaux et que, si un jour le fascisme est en minorité au Parlement, il n'aura qu'une chose à faire : céder la place à la nouvelle majorité. Cette règle élémentaire n'est pas du goût du fascisme. »

D'autre part, on fait remarquer avec insistance que la Milice fasciste, loin d'être dissoute, est plus strictement soumise à Mussolini.

C'est ce qui pousse la *Stampa* à écrire :

« Nous avons une chose nouvelle dans notre droit constitutionnel : le président du conseil commande une force armée avec des pleins pouvoirs discrétionnels. Jusqu'à présent, le président du conseil, comme tel, était celui qui avait formé le ministère et qui dirigeait la politique, mais rien de plus. Il n'avait à sa disposition directe aucune partie de l'administration, aucun organisme de l'Etat, chacun de ces organismes dépendant d'un ministre spécial. En vertu du nouveau décret-loi, le président du conseil possède une sphère d'action sans bornes qui lui permet de diriger tout ce qui concerne l'ordre public. On tente en somme d'introduire définitivement dans notre système constitutionnel non pas la chancellerie — Bismarck n'a jamais eu des forces armées à sa disposition — mais un maître du palais comme celui des Mérovingiens ou bien le sho-gun des mikados japonais. »

A quoi, *Il Popolo d'Italia* l'organe attitré de Mussolini, réplique :

« Non seulement la milice n'a pu être dissoute, mais elle a été ennoblie par un statut qui régleme ses fonctions en temps de paix et en temps de guerre. Lorsqu'on pense qu'il s'agit de 360 mille jeunes chemises noires qui entrent officiellement en bloc parmi les forces armées de l'Etat et à la dépendance directe du président du Conseil, il semble légitime de conclure que la « fascistisation » de l'Etat, s'accomplit à pas de géant. »

Il est évidemment trop tôt pour apprécier la valeur de ce dernier propos. Contentons-nous d'enregistrer cette information de bonne source : Depuis le scandale Matteotti, les organisations fascistes, un peu désorientées dans un premier temps, ont repris leur activité normale et ont même vu augmenter leurs adhérents. A Rome notam-

ment, des personnalités très connues de l'aristocratie et de la finance ont demandé leur inscription au parti. Il est juste d'ajouter que ce concours n'a pas été approuvé par les extrémistes, qui y ont vu une tentative des modérés pour « noyauter » le fascisme.



ALLEMAGNE

Luther-Studien

Nous signalons dans la collection des P.P. Grisar et Heege, intitulée *Luther Studien*, quatre fascicules de luxe reproduisant les illustrations des œuvres de Luther. Car les œuvres de Luther étaient illustrées. Et comment !.. Les Luthériens ne sont pas plus fiers que cela de ces illustrations. Aussi, dans la récente édition, dite Weimar, très complète, des ouvrages de leur père, il n'y a pas trace d'illustrations. Les éditeurs jésuites complètent donc le travail des éditeurs protestants.

Et non seulement ces excellents et loyaux historiens ont eu soin de rendre à la lumière du vingtième siècle ces belles images du seizième, mais ils en ont revendiqué, contre les luthériens, la paternité à Luther. Non que celui-ci les ait exécutées personnellement. Son talent n'allait pas jusque-là. Mais il est bien établi, historiquement prouvé qu'il donnait des indications très précises à ses dessinateurs et que, parfois, pour être plus suggestif, il y joignait un croquis.

Or, — et voici expliquée l'étrange attitude des protestants, ainsi que celle des deux jésuites érudits — parmi ces dessins, il en est spécialement ceux qui illustraient l'original du livre *Abbildung des Papsttums*, qui appartient carrément au genre pornographique. Les autres sont grimaçants d'une haine démoniaque, cette haine qu'il défigure aussi le style de Luther dans maints passages concernant le catholicisme. Nous avons sous les yeux des phrases authentiques, Luther, aussi authentiques que ses caricatures, et pour lesquelles n'a pas fait appel à un styliste, car il avait l'imagination suffisamment grossière pour s'en tirer tout seul, dont nous ne pourrions décemment donner ici la traduction la plus édulcorée. Et même en latin, malgré l'adage, cela donne la nausée.

Nous ne conseillons pas aux âmes candides de vérifier nos dires en consultant les sources, ni de feuilleter les collections de caricatures du réformateur du catholicisme. Mais il n'était peut-être pas inutile de rappeler une fois de plus certain aspect de l'apostolat d'où est sorti le protestantisme.

I. P.



Catholiques Belges

soutenez notre effort

d'apostolat intellectuel

ABONNEZ-VOUS à la

Revue Catholique des idées et des faits

la plus importante revue belge
renseignant sur tous les problèmes
religieux, politiques, sociaux,
littéraires, artistiques.



EAU DE COLOGNE
IMPERIALE
Rafraichit comme une source
aux parfums de fleurs
 PARFUMERIE - BOLDOOT - BRUXELLES

MARCHAND TAILLEUR

COSTUMES

DE

MAISON

SOIRÉES

ET DE

L. DUPAIX

CÉRÉMONIES

50, rue du Marais, Bruxelles

Maison du Lynx

rue de la
 Bourse, 34 BRUXELLES



Lunetterie - Optique - Jumelles
 Baromètres - Faces à main
 Articles de Luxe et ordinaires

Exécution soigneuse des ordonnances
 de Messieurs les Médecins-Oculistes

Application générale de l'électricité

A. CORMOND

LUMIÈRE - FORCE MOTRICE

LUSTRE - ABAT-JOUR

1, Rue de Gravelines, BRUXELLES

GRAVURES

EXPOSITION PERMANENTE CHEZ :

W. H. SMITH & SON

(SALON D'ART DU 1^{er} ETAGE)

POINTES SÈCHES, EAUX FORTES, DESSINS ORIGINAUX, ETC.
 GRAVURES ANGLAISES & AMÉRICAINES

78, RUE DU MARCHÉ-AUX-HERBES
 BRUXELLES

ORFÈVRE

CHRISTOFLE

SUCCURSALE DE BRUXELLES

58, rue des Colonies

TÉLÉPHONE 177.87



ORFÈVRE ARGENTÉE ET
 DORÉE - ORFÈVRE D'AR-
 GENT - SERVICES DE TABLE
 - SERVICES A THÉ -
 - SURTOUT CANDÉLABRES -
 CADEAUX ET CORBEILLES
 DE MARIAGE
 - COUPES DE SPORTS -



MEMORIAL JUBILAIRE

DE

Son Éminence le Cardinal **MERCIER**

ARCHEVEQUE DE MALINES et PRIMAT DE BELGIQUE

1874-1924

Publié sous la direction du Baron Eugène de Waha de Baillonville, avec la collaboration de la "Revue catholique des idées et des faits", la direction artistique de M^r A. J. J. Delen, conservateur-adjoint du Musée Plantin-Moretus, professeur d'histoire de l'art à l'Académie des Beaux-Arts d'Anvers

SOMMAIRE

1. — Biographie du Cardinal
(Illustrée de nombreux portraits hors texte de Son Éminence aux différentes époques de sa vie).
2. — Son Eminence dans l'intimité
(Illustré de vues superbes et inédites du palais archiépiscopal).
3. — Le Cardinal et la grande guerre
(Illustrations caractéristiques de cette tragique période).
4. — La Belgique ecclésiastique sous l'autorité de Son Eminence ;
a) Les Evêques et les Evêchés ;
b) Les Cathédrales *(vues extérieures et intérieures)*.
c) Reproduction hors texte des œuvres capitales de l'art religieux national faisant partie de notre patrimoine artistique.
5. — Notice biographique des Papes sous lesquels Son Eminence a exercé son mandat sacerdotal (Portraits).
Le Vatican. — Reproduction d'art des vues historiques : Les jardins, la Chapelle Sixtine, la Bibliothèque, etc..
6. — Hommage à Son Eminence
Lettres autographes des plus hautes personnalités mondiales avec portraits des auteurs, et reproduction des plus remarquables articles publiés à l'occasion du jubilé.
7. — Le jubilé — Compte rendu.
(Illustration des principales phases du jubilé).
Hors texte. — Le portrait en couleurs de Son Eminence
(Textes par d'éminentes personnalités ecclésiastiques, politiques et littéraires).

Description des éditions du Mémorial Jubilaire

ÉDITION DE LUXE

Le MÉMORIAL JUBILAIRE de S. É. le Cardinal Mercier formera un grand volume d'art in-quarto (26 1/2 × 32 cm.) sur papier anglais « Featherweight » pour le texte, sur couché mat crème pour l'illustration.

L'ouvrage constituera un ensemble d'environ deux cents pages, avec de nombreuses et magnifiques planches hors texte ayant trait à la vie et l'œuvre de S. É. le Cardinal Mercier, aux églises de Belgique et à leurs trésors d'art, au Vatican, etc. etc. Le texte en caractères monastiques, orné de lettrines et de culs-de-lampe originaux et spécialement gravés pour le Mémorial, sera imprimé en deux couleurs.

L'ouvrage sera broché ou relié au choix du souscripteur : broché en carton de Hollande (Van Gelder à la main) ou relié en pleine reliure simili maroquin, feuilles de garde spéciales, impression au balancier à froid et en or, portant l'écu du Cardinal.

Prix : frs. 95.— par exemplaire broché et frs. 125.— l'exemplaire relié.

ÉDITION DE GRAND LUXE

Il sera tiré du Mémorial un nombre restreint d'exemplaires numérotés sur papier de Hollande Van Gelder, filigrané et à la main, et sur carton couché de grand luxe. Reliure d'amateur chagrin et toile, fers spéciaux.

Prix de l'exemplaire : 300.— frs.

ÉDITION NOMINATIVE

Édition sur papier du Japon des Manufactures Impériales (texte et planches), reliure d'art à la main en plein maroquin du Levant et impression en mosaïque.

Édition dont chaque exemplaire sera tiré spécialement pour chaque souscripteur et qui portera son nom en préface et isolément.

Prix de l'exemplaire : 750.— frs.

Comme le nombre d'exemplaires du MÉMORIAL sera strictement limité à celui des souscripteurs, prière d'envoyer les souscriptions sans retard à la REVUE CATHOLIQUE DES IDÉES ET DES FAITS, 81, rue de l'Abbaye, Bruxelles.

Caisse générale de Reports et de Dépôts

SOCIÉTÉ ANONYME

SIÈGE SOCIAL :

BRUXELLES, 11, RUE DES COLONIES, 11

Capital : 20.000.000

Réserves : 24.000.000

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE :

Comptes de Chèques et de Quinzaine.

Dépôts de Titres et de Valeurs.

Lettres de Crédit.

Prêts sur Titres.

Coffres-Forts.

BUREAUX DE QUARTIER :

Place Bara, 14, Cureghem

Parvis Saint-Gilles, 33, Saint-Gilles

Place Saintelette, 26, Molenbeek

Rue des Tongres, 60-62, Etterbeek

Place Liedts, 18, Schaerbeek

Rue du Bailli, 79, Ixelles.



TÉLÉPHONE:
BRUX. 8586

6 R. Théopéside
BRUXELLES

N. B. — Le nouveau numéro
du Téléphone est : 122,51

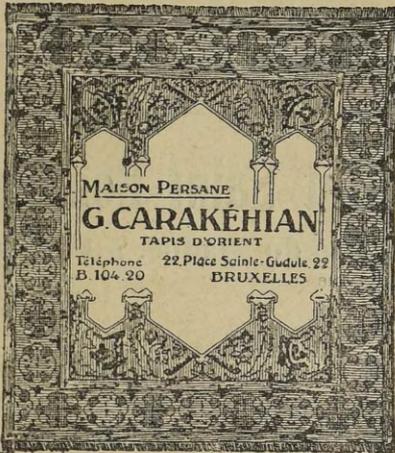
Etablissement Mauquoy & Fils

Graveurs — Médailleurs — Photgraveurs — Timbreurs

7, Marché St-Jacques, ANVERS

MAISON FONDÉE EN 1875

Tél. 6242



MAISON PERSANE

G. CARAKÉHIAN

TAPIS D'ORIENT

Téléphone 22, Place Sainte-Gudule 22
B. 104 20 BRUXELLES

A la Grande Fabrique

E. Esders

26, rue de la Vierge Noire. 26

Bruxelles

Maison fondée en 1877

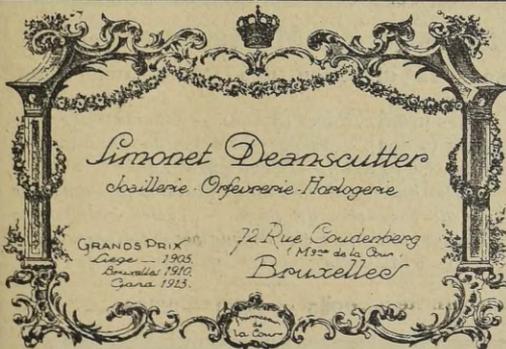
Téléphone 3008

Diplôme d'honneur à l'Exposition de Bruxelles en 1910

SPITE

Vêtements pour hommes, dames et enfants

Livrées et uniformes. Vêtements de sports et voyages.
Lingerie. Bonnetterie. Chapellerie. Ganterie. Chaussures.
Cannes. Parapluies. Fourrures. Modes.



Simonet Deanscutter
Joaillerie-Orfèvrerie-Horlogerie

GRANDS PRIX
Lège 1905
Bruxelles 1910
Carac 1913.

72 Rue Couderberg
1^{er} M^o de la Cour
Bruxelles

CHOCOLAT

DU C ANVERS
LA GRANDE
MARQUE BELGE



La marque qui se trouve sur tous
nos Gramophones et Disques
C'est le symbole de la suprématie

—
Demandez nos Catalogues
et l'adresse du revendeur le plus proche

C^{ie} française du Gramophone
BRUXELLES
171, Boul. Maurice Lemonnier
65, rue de l'Ecuyer
42, Place de Meir. — Anvers

VAN CAMPENHOUT Frères et Sœur

MAISON FONDÉE EN 1873

—: **François VAN NES** Successeur —:

13, RUE DE LA COLLINE, BRUXELLES Tél. : 297.64

TYPOGRAPHIE — LITHOGRAPHIE — PAPETERIE — MAROQUINERIE
FABRIQUE DE REGISTRES — COPIE-LETTRES
CHAPELETS — ARTICLES DE BUREAU — LIVRES DE PRIÈRES

Usine électrique : 36, RUE VANDERSTRAETEN

Moins que

10
CENTIMES
par
Semaine



"NUGGET"
POLISH POUR CHAUSSURES

ÉTABLISSEMENT

DES

SŒURS DE NOTRE-DAME

Rue de l'Empereur, 13-15, ANVERS

École moyenne. — École normale primaire préparatoire au diplôme officiel d'institutrice. — Régime flamand. — École normale moyenne préparatoire au diplôme officiel de régente. — Régime flamand et wallon.

Section des langues germaniques; Section littéraire; Section scientifique; Cours d'enseignement supérieur.

PROSPECTUS SUR DEMANDE

Institut Saint-Boniface

82, rue du Viaduc, à Ixelles

Externat

Internat

Demi-Pension

Institut des Sœurs de la Providence
de **GOSELIES**

École normale agréée de l'État. — École normale gardienne
École professionnelle-ménagère agréée
Pensionnat : Études primaires et moyennes selon les programmes officiels

L'établissement, à proximité de la campagne, offre toutes les garanties de salubrité désirables.

Un parc de 6 hectares permet aux élèves le travail et l'étude en plein air, pendant la bonne saison et procure des divertissements variés.

L'examen d'admission à l'école normale aura lieu le 23 septembre

DEMANDEZ PROSPECTUS

Maison de Melle, lez Gand
sous la direction des Pères Joséphites

Cours préparatoires (3 ans). — Humanités gréco-latines (6 ans). — Écoles spéciales de commerce et d'industrie (6 ans). — Cours scientifiques (2 ans).

Le plus ancien Collège d'humanités et la plus ancienne École de commerce du pays. — Vastes installations modernes; collections scientifiques de premier ordre.

La « Maison » n'accepte que des internes

Fr. 2000 — 2400 — 2700